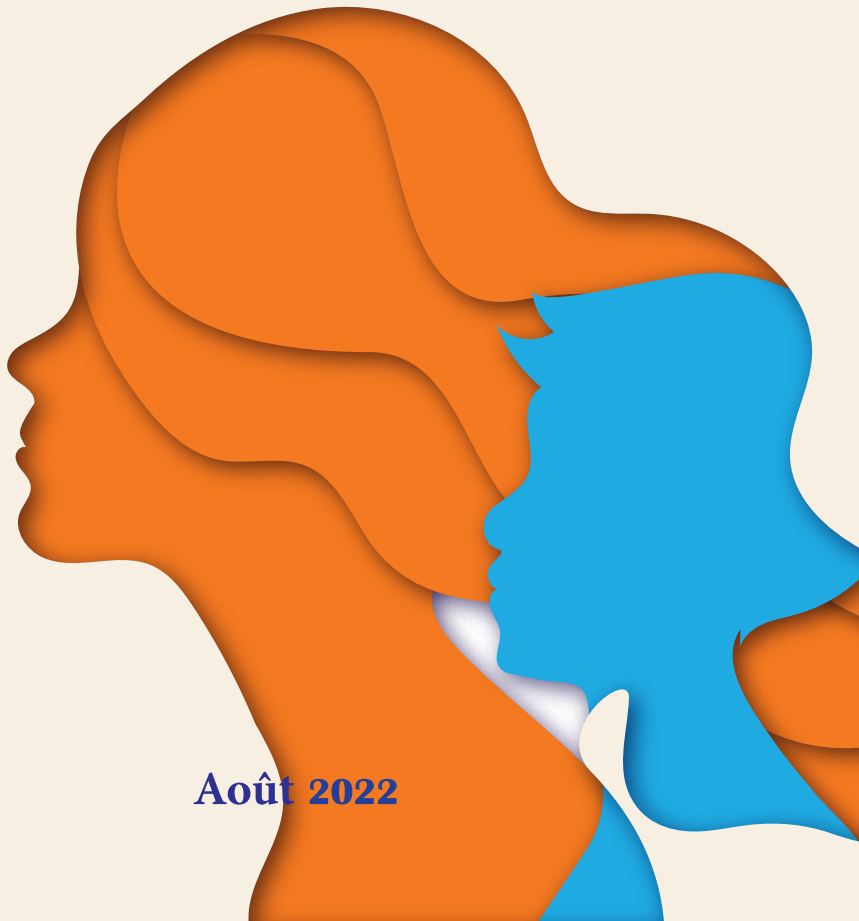


Centres des services et de prise en charge des femmes victimes des violences et des enfants qui les accompagnent

Centers of services and care for women victims of violence and their accompanying children



Août 2022

Ministère de la Famille, de la Femme, de
l'Enfance et des Séniors

**Centres des services et de prise
en charge des femmes victimes
des violences et des enfants qui
les accompagnent**

2022

Le Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Séniors met ce livret à la disposition de tous les acteurs concernés par l'intervention auprès des femmes victimes de violences. Ce livret servirait pour outil permettant la mise en relation entre les structures gouvernementales et les composantes de la société civile d'un côté et les centres spécialisés dans la prise en charge des femmes et des filles victimes de violence de l'autre côté. Il a pour objectif de faciliter le réseautage et la coordination afin d'assurer la rapidité et l'efficacité de l'intervention auprès des victimes.

Nous visons, à travers cet outil à participer à l'orientation des femmes et des filles victimes de violence vers des centres spécialisés qui leurs offrent des services diversifiés répondant à leurs besoins réels et respectant leurs droits et leurs différences.

Le droit des femmes victimes de violences à l'écoute, au conseil, à l'orientation et à l'hébergement

Dr Amel Belhaj Moussa

**Ministre de la Famille, de la Femme,
de l'Enfance et des Séniors**

Avant-propos :

Conformément à l'engagement renouvelé de la Tunisie à défendre et soutenir les droits et les acquis de la femme Tunisienne, et dans le cadre de l'accumulation des efforts pour protéger les femmes de toutes les formes de violations qui pourraient les menacer, et en application des exigences de la loi fondamentale N° 2017-58 du 2017 relative à l'élimination de la violence faite aux femmes qui s'est engagée de prendre les mesures nécessaires pour éliminer toutes les pratiques discriminatoires qui affectent la santé, la sécurité et la dignité des femmes dans les différents secteurs, le Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Séniors a tenu à concrétiser davantage ses engagements en permettant aux femmes et aux filles victimes de violence des services de proximité et ce vu l'importance de ces services, de leur proximité et de leur qualité et qui doivent correspondre aux normes internationales et respectent les vies privées des femmes et des filles .

Considérant que la société civile avec ses différentes composantes est concernée par la préservation, le développement et la défense de ces acquis, nous sommes confiants que le travail conjoint entre les institutions gouvernementales et les associations spécialisées dédiés aux femmes victimes de violences, devrait présenter une force motrice et une garantie pour préserver les acquis des femmes Tunisiennes et respecter des valeurs universelles, qui renoncent à la violence et à la discrimination et vise à établir une société de paix et de sécurité.

Par ailleurs, notre travail inlassable et continu en vue d'instaurer un climat protecteur des femmes Tunisiennes de toutes les formes de

violation, représente, l'une de nos priorités et l'un des axes primordiaux de la stratégie du ministère dans le domaine de la femme.

Notre partenariat avec des associations spécialisées fait preuve d'un engagement commun, et de l'existence d'une volonté profonde de protéger les femmes victimes de violences en leur offrant les moyens qui permettent leur autonomisation sociale et économique.

Nous exprimons également notre volonté à développer cette coopération et à renforcer ce partenariat avec toutes les composantes de la société civile afin de consolider, ensemble, les piliers d'une société d'égalité, de paix et de sécurité pour le bien d'une Tunisie pionnière et avancée, protectrice des droits et partisane des acquis.

Nous tenons à préciser que, jusqu'à février 2022, le ministère ne disposait que de deux centres d'hébergement pour les femmes victimes des violences et qu'en réponse à une forte demande pour la création d'autres centres dans tous les gouvernorats de la Tunisie, nous avons mis en place un comité de suivi et alloué des fonds visant l'objectif de tripler ce nombre vers la fin du mois d'août 2022. Ainsi nous renouvelons notre engagement à adopter ce rythme en vue de créer au moins un centre d'hébergement dans chaque gouvernorat pour accompagner les femmes et les filles victimes de violence et leurs enfants et leurs fournir une prise en charge multidimensionnelle.

En effet, La violence à l'égard des femmes et des filles est un problème majeur et une forme de violation des droits humains comme l'a stipulé les pactes internationaux, car c'est l'un des phénomènes les plus affectant de la santé publique touchant à l'intégrité physique, psychologique et sexuelle des femmes et des filles, il a aussi un impact profond sur leur mode de vie et leur intégration dans la société.

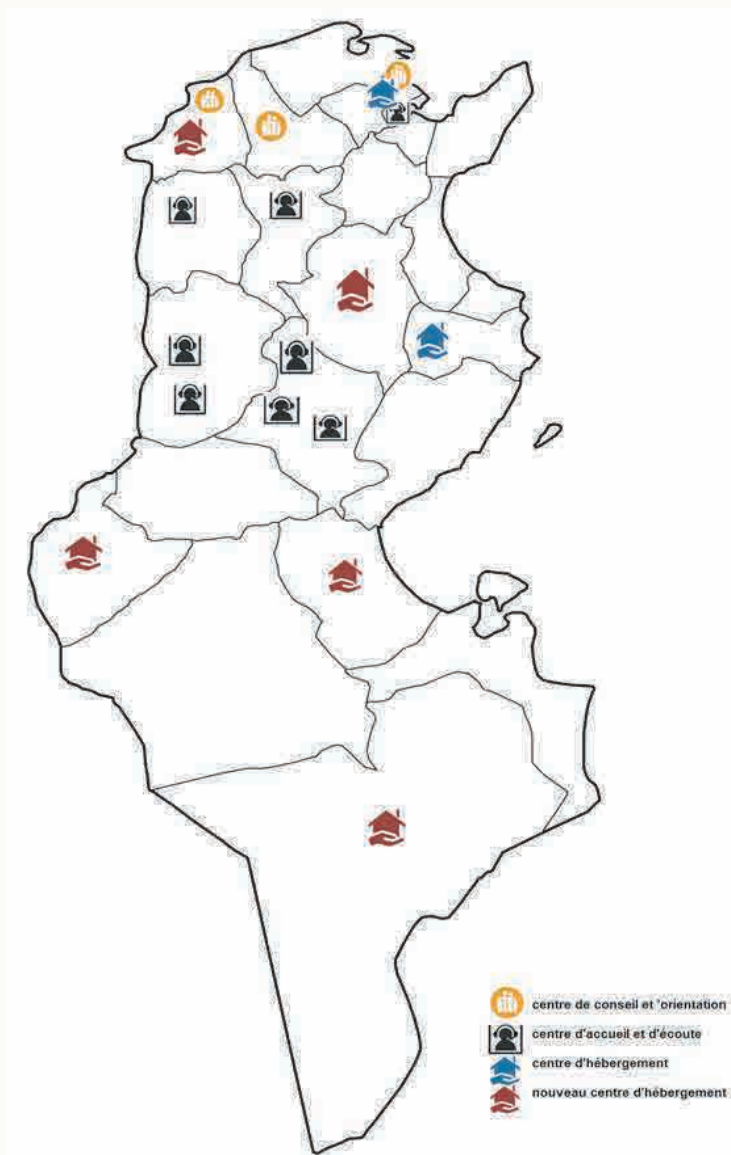
A cet effet, tous les pays du monde s'engagent à protéger les femmes et les filles contre toutes les formes de discrimination et de violence qu'elles pourraient subir et à lutter contre ce phénomène par l'élaboration de stratégies, la mise en place des lois et de législations contre la violence ainsi que par la prise de diverses mesures préventives et l'offre des services appropriés qui répondent aux besoins des victimes de toute forme de violence.

La Tunisie a misé sur son capital humain pour créer un environnement

sain qui respecte les droits humains afin de réduire les phénomènes affectant l'équilibre social et de minimiser les écarts ,les inégalités et les discriminations entre les membres de la société, en prenant les mesures nécessaires pour lutter contre le phénomène de la violence faite aux femmes et aux filles sous toutes ses formes et des menaces qui non seulement touchent à cette catégorie mais aussi affectent la cohésion familiale et la stabilité sociale.

La création des centres d'hébergements dédiés aux femmes victimes de violence vient répondre aux besoins des femmes victimes de violence. Cette approche étant multidimensionnelle, n'a pas perdu de vue que cette mesure protectrice n'est que provisoire et que la prévention et la protection à long terme, dépendent de plusieurs autres mesures dont la plus importante est l'autonomisation économique.

Cartographie des centres de prise en charge des femmes victimes des violences



La stratégie nationale de lutte contre les violences faites aux femmes :

Ladite stratégie repose sur quatre axes principaux :

- a- La prévention de la violence faite aux femmes et aux filles
- b- La protection de la violence faite aux femmes et aux filles
- c- La Gouvernance et la coordination
- d- Les politiques publiques, réforme législative et application de la loi

Dans le cadre de la mise en œuvre du deuxième axe relatif à la protection et à la prise en charge des femmes victimes de violence, le ministère s'est engagé à :

- Mettre en place un système de protection et de prise en charge en faveur de la femme victime en adoptant une approche basée sur les droits et les libertés et conforme aux principes des droits humains,
- Garantir l'intervention efficace en offrant différents services qui prennent en considération les besoins sanitaires, psychologiques, sociales et judiciaires des femmes victimes et veillent à ce que ces services soient de qualité en conformité avec les normes internationales,
- Promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation sociale et économique des femmes par le biais d'une ligne de financement pour faciliter l'accès des femmes victimes de violences à des prêts selon des conditions favorables afin de les aider à créer une activité indépendante et à assurer leur indépendance matérielle et financière.
- Allouer des fonds pour la création et la gestion des centres spécialisés pour la prise en charge des femmes victimes de violence, et assurer la continuité de la prestation des services.
- Renforcer le travail collaboratif entre les structures gouvernementales et la société civile et la coordination avec les différentes composantes pour assurer la gouvernance de l'intervention et la qualité de l'impact.

Afin d'atteindre cet objectif stratégique, le Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Séniors a mis en place un ensemble de mesures pour protéger les femmes et les filles victimes de violence telle que la création des centres de prise en charge des femmes victimes de violence et leur renforcement pour permettre aux femmes l'accès aux services dont elles ont besoin à savoir l'accueil, l'orientation, l'hébergement et l'écoute. Suite à la mise en place de la Loi organique n° 2017-58 de 2017, un premier centre gouvernemental « El-Aman » a été créé pour héberger les femmes victimes de violences, cet acquis a été suivi d'une série d'actions et de partenariats avec les composantes de la société civile qui ont soutenu le système protecteur prônant les droits des femmes victimes de violences jusqu'à atteindre 11 centres au cours de l'année 2022.

Aujourd'hui, Le Ministère continue à œuvrer pour augmenter ce nombre afin de couvrir tous les gouvernorats du pays dans l'objectif d'assurer une protection et une prise en charge de proximité rapide et efficace aux femmes et aux filles victimes des violences.

Ces centres offrent aux femmes victimes de violence des services de qualité qui répondent à leurs besoins, en particulier dans les situations d'urgence qui nécessitent une intervention de protection immédiate, un hébergement sécurisé ou un suivi du processus qui protège la victime de tout danger qui pourrait menacer sa vie.

Le cadre légal :

La lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles fait partie des devoirs de l'Etat Tunisien conformément :

- Aux pactes et conventions internationaux soutenant les droits humains et particulièrement les droits des femmes,
- A la Loi fondamentale N° 2017-58 de 2017 relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes
- Au Décret n°2017-582 de 2020 portant le cahier des charges pour la création et le fonctionnement des centres de prise en charge des femmes victimes de violences.

Le cadre conceptuel :

Le chapitre 3 de la loi fondamentale N° 58-2017 de 2017 définit les concepts suivants :

- **La femme** : est toute personne de sexe féminin de tout âge,
- **L'enfant** : est toute personne de sexe masculin ou féminin, au sens du code de la protection de l'enfant,
- **Violence à l'égard des femmes** : toute atteinte physique, morale, sexuelle ou économique faites aux femmes, basée sur une discrimination fondée sur le sexe et qui entraîne pour elles, un préjudice, une souffrance ou un dommage corporel, psychologique, sexuel ou économique et comprend également la menace de porter une telle atteinte, la pression ou la privation de droits et libertés, que ce soit dans la vie publique ou privée,
- **Violence physique** : tout acte nuisible ou de sévices portant atteinte à l'intégrité ou à la sécurité physique de la femme ou à sa vie, tels que les coups, coups de pieds, blessures, poussées, défiguration, brûlures, mutilation de certaines parties du corps, séquestration, torture et homicide,
- **Violence morale** : toute agression verbale, telle que la diffamation, l'injure, la contrainte, la menace, l'abandon, la privation des droits et des libertés, l'humiliation, la négligence, la raillerie, le rabaissement et autres actes ou paroles portant atteinte à la dignité humaine de la femme ou visant à l'intimider ou la dominer,
- **Violence sexuelle** : tout acte ou parole dont l'auteur vise à soumettre la femme à ses propres désirs sexuels ou aux désirs sexuels d'autrui, au moyen de la contrainte, du dol, de la pression ou autres moyens, de nature à affaiblir ou porter atteinte à la volonté, et ce, indépendamment de la relation de l'auteur avec la victime,
- **Violence politique** : tout acte ou pratique fondé sur la discrimination entre les sexes dont l'auteur vise à priver la femme ou l'empêcher d'exercer toute activité politique, partisane, associative ou tout droit ou liberté fondamentale,

- **Violence économique** : tout acte ou abstention de nature à exploiter les femmes ou les priver des ressources économiques, quel qu'en soit l'origine, tels que la privation des fonds, du salaire ou des revenus, le contrôle des salaires ou revenus et l'interdiction de travailler ou la contrainte à travailler,
- **Discrimination à l'égard des femmes** : toute distinction, exclusion ou restriction qui a pour effet ou pour but de porter atteinte à la reconnaissance aux femmes, des droits de l'Homme et des libertés, sur la base de l'égalité complète et effective, dans les domaines civil, politique, économique, social et culturel, ou de compromettre cette reconnaissance ou la jouissance ou l'exercice de ces droits par les femmes, quel que soit la couleur, la race, la religion, la pensée, l'âge, la nationalité, les conditions économiques et sociales, l'état civil, l'état de santé, la langue ou le handicap.

Les procédures et mesures positives visant à accélérer l'instauration de l'égalité entre les deux sexes ne sont pas considérées discriminatoires,

- **Situation de vulnérabilité** : la situation de fragilité liée à l'âge jeune ou avancé, la maladie grave, la grossesse, ou la carence mentale ou physique affectant la capacité de la victime de résister à l'auteur des faits.
- **La victime** : la femme et les enfants qui résident avec elle, qui ont subi un préjudice physique, moral, psychologique, économique ou ont été privés de la jouissance de leurs libertés et droits par des actes, paroles ou des cas d'abandon constituant une violation des lois en vigueur.

Centres de prise en charge des femmes victimes de violence :

Conformément au décret gouvernemental N° 582-2017 de 2020 relatif au cahier des charges de la création et de fonctionnement des centres de prise en charge des femmes victimes de violence, notamment à l'article 4 de celui-ci, les centres de prise en charge peuvent être créés et exploités par des associations légalement constituées et actives dans le domaine des droits de la femme, de l'enfant, de la famille ou des droits humains en général. Ces centres peuvent également être créés à l'initiative de l'Etat ou de collectivités locales dans le cadre

d'une convention de partenariat avec les associations concernées. Plus d'un centre peut être créé, à condition que les exigences de l'arrêté gouvernemental et du cahier des charges, soient respectées à chaque manifestation.

Quant à l'article 7 du décret, il classe les centres de prise en charge en deux catégories selon les services qu'ils fournissent :

- 1- Des centres d'accueil, d'écoute et d'orientation : Ils assurent principalement des services d'accueil, d'écoute et d'orientation.
- 2- Les centres d'hébergement : ils fournissent des services de prise en charge, notamment le service d'hébergement, qu'il s'agisse d'un hébergement d'urgence ou d'un hébergement temporaire.

Ces centres de prise en charge peuvent se spécialiser dans la prestation des services à des catégories spécifiques de victimes telles que les femmes, les enfants, les personnes handicapées ou les migrantes... ou dans la prestation des services aux victimes d'une forme de violence (physique, morale, sexuelle, économique, conjugale, familiale).

Cadre de gouvernance :

- Les centres nouvellement créés sont obligatoirement soumis à un cahier des charges approuvé par arrêté du ministre chargé de la femme et de l'enfant.
- Il est exigé que le demandeur du centre, de promesses de dons, soit légalement actif « dans le domaine des droits des femmes, des enfants, de la famille ou des droits de l'homme en général ».
- Ces centres peuvent être créés dans le cadre de la signature d'une convention de partenariat entre l'Etat et une association active dans les domaines précités.
- Les centres de prise en charge sont soumis à la tutelle et au contrôle administratif et sanitaire des services compétents du ministère chargé de la femme et de l'enfant et des services du ministère chargé de la santé, chacun dans son domaine de compétence, conformément aux réglementations en vigueur.

- Les contrôles administratifs et sanitaires sont effectués en continu et sans notification préalable.

Service offerts par les centres de prise en charge :

Il s'agit d'un ensemble des services dédiés aux femmes et aux enfants victimes de violence et qui consistent essentiellement à l'accueil, l'écoute, l'orientation et le conseil sur leurs droits et les services qui leurs sont destinés pour les encourager à en bénéficier, ainsi que l'accompagnement des victimes, le suivi sanitaire et psychologique, l'hébergement, l'insertion socio-économique et la coordination avec les différents intervenants en vue de protéger les victimes.

Les centres de prise en charge quels que soient leurs catégories ou spécialisations, sont chargés de fournir un ou plusieurs services de prise en charge aux femmes et aux enfants victimes de violence, d'une manière directe par des engagements personnels ou indirecte par des références de différents intervenants : structures gouvernementales ou organisations de la société civile.

Ces services peuvent inclure :

L'accueil : Ce service peut se faire directement par la présence au sein du bureau d'écoute ou par le biais d'une communication téléphonique telle que la ligne directe ou la ligne verte. Le service se fait par un spécialiste capable de garantir la protection de la vie de la victime ainsi que les données personnelles des femmes et des enfants victimes de violence dans un espace dédié à l'écoute.

Ecoute active ou solidaire : l'échange entre la victime de violence et la personne chargée de l'écoute, qu'elle soit directe ou téléphonique, permettant de créer une ambiance de confiance facilitant à la victime la description de l'état de violence qu'elle a subie et permettant à la personne chargée de l'écoute de cerner le besoin de la victime. L'écoute est assurée par un spécialiste capable d'étudier les situations des femmes et des enfants victimes de violence et de cerner leurs attentes pour déterminer leurs besoins immédiats ou ceux non immédiats en matière de prise en charge.

Orientation : vers les structures ou les institutions gouvernementales et les composantes de la société civile et ce en coordination avec les

parties concernées sur la base d'une évaluation de leurs besoins immédiats. Ce mécanisme permettrait le déplacement de la victime d'un établissement à un autre pour garantir ses droits et bénéficier des services adaptés, afin de la protéger de la violence qu'elle a subie et poursuivre les agresseurs.

Conseil : il s'agit d'informer la victime sur ses droits et lui expliquer les services qui lui sont offerts ainsi que les procédures à suivre pour l'aider à comprendre le processus de sa prise en charge et l'encourager à en bénéficier en fonction de ses besoins. Le conseil juridique en fait partie.

Accompagnement : aide de la victime lors de la prise de contact avec les structures intervenantes en la matière afin de garantir ses droits, notamment lors de la présentation auprès des services sécuritaires et judiciaires. L'accompagnement peut être assuré par la personne chargée de la prise en charge d'une manière individuelle ou collective par des représentants des structures publiques ou des associations chargées de la prise en charge.

Suivi sanitaire : il s'agit de permettre à la victime l'accès aux services sanitaires urgents ou de l'orienter vers un établissement de santé pour recevoir les soins notamment primaires, nécessaires et appropriés à la violence qu'elle a subie afin de garantir sa sécurité physique et morale.

Suivi psychologique : il consiste à permettre à la victime d'exprimer sa souffrance dans ses moindres détails afin de l'aider à dépasser le sentiment de culpabilité et à retrouver sa confiance en soi pour prendre conscience de sa capacité à confronter toutes les difficultés et à les dépasser.

Hébergement : c'est un mécanisme de protection des victimes des violences qu'elles peuvent subir en les hébergeant dans des endroits sécurisés et non connus. Les services d'hébergement englobent généralement la résidence, la nourriture, le suivi sanitaire et psychologique, l'accompagnement social, la réhabilitation et l'autonomisation économique et sociale. Il peut également offrir des services de prise en charge urgente et prioritaire aux femmes et aux enfants victimes de violence en cas de danger imminent menaçant leur santé psychologique et physique.

Insertion socio-économique : Il s'agit d'aider la victime de violence à développer ses compétences et à se préparer à affronter les charges sociales et économiques lui incombant, et faciliter son intégration dans la société et le milieu dans lequel elle vit moyennant des actions de formation, de sensibilisation, culturelles et de loisirs qui permettent de renforcer ses capacités d'intégration et de mise en place des projets d'intervention individuels ou collectifs adaptés à ses compétences et besoins et de lui permettre de préserver ses liens familiaux.

Budget alloué à la création et au fonctionnement des centres de prise en charge des femmes victimes des violences :

Conformément aux exigences de la loi organique N 2017-58 de l'année 2017, notamment dans ses articles 13 et 39 qui stipulent l'hébergement immédiat des femmes victimes de violences dans la limite des disponibilités et d'intervenir en cas de perte de logement en conséquence de la violence, à héberger dans des centres de protection des femmes victimes de violence.

Depuis 2016 et sur la base du deuxième chapitre de la Stratégie Nationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes, le Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Séniors a réussi à consacrer une partie de son budget pour financer la création des centres d'hébergement pour les femmes victimes de violence et leur fonctionnement. Ce budget a atteint une valeur totale de 18 734 millions dinars en 2024.

La Ligne verte d'écoute, d'orientation et d'accompagnement des femmes victimes de violence 1899

Qu'est-ce que la ligne verte ?

- C'est une ligne téléphonique gratuite et anonyme qui couvre tout le territoire de la République,
- C'est un outil de prise en charge multisectorielle destinée aux femmes victimes des violences,
- C'est un outil qui offre des services d'écoute, de conseil et d'orientation aux femmes et aux filles victimes des violences,
- C'est un outil qui permet aux femmes victimes des violences un accompagnement psychologique, social et juridique qui correspond aux spécificités de leurs situations et besoins.
- Il oriente les femmes victimes de violence et les sensibilise sur leurs droits.

Comment fonctionne la ligne verte ?

- Recevoir les appels téléphoniques et assurer une écoute interactive et solidaire de la victime,
- L'équipe d'écoute oriente les femmes et les informe sur les services disponibles au niveau des différentes structures gouvernementales et non gouvernementales et leurs fournissent les données nécessaires en fonction de leurs besoins,
- L'écoute se fait dans le cadre d'une approche qui respecte les droits humains en toute confidentialité et de manière discrète qui garantit la protection des données personnelles de la victime de violence et le respect de tous ses droits,
- La personne qui assure l'écoute, enregistre les données de la victime ainsi que le contenu de la communication, tout en veillant sur la confidentialité de ses données personnelles.

Pourquoi la ligne verte ?

Les services offerts par la Ligne Verte aux femmes victimes de violence se basent sur les aspects suivants :

- L'aspect préventif : dont le but est de prévenir les comportements violents en sensibilisant les femmes victimes de violences ou témoins de violences à la gravité de la violence et de ses répercussions sur les femmes et les membres de la famille,
- L'aspect curatif : qui consiste à soulager la souffrance de la femme victime de violence en portant attention à sa situation et en traitant ses propres données en vue de lui trouver les solutions convenables propres à elle et d'assurer sa sécurité personnelle.
- L'aspect inclusif : qui vise à intégrer les femmes victimes de violence dans le processus d'accompagnement, de les informer et de les orienter directement vers les structures qui conviennent à leurs besoins et à leurs demandes.
- L'aspect développement : Il comprend l'intervention d'appui et de renforcement des capacités des femmes victimes des violences afin de faciliter leur intégration par la prise de conscience de leurs droits et acquis juridiques,

Quels sont les services fournis par la Ligne Verte ?

- Écoute,
- Conseils juridiques et mise à disposition des données pertinentes nécessaires à la protection de la victime,
- Orientation vers les différentes structures en fonction de la situation, du besoin et de la région,
- Information sur les services disponibles et les procédures à suivre,
- Coordination avec les intervenants des structures gouvernementales et associatives, si nécessaire,



La ligne verte pour l'écoute, la prise en charge psychologique et l'orientation 1809

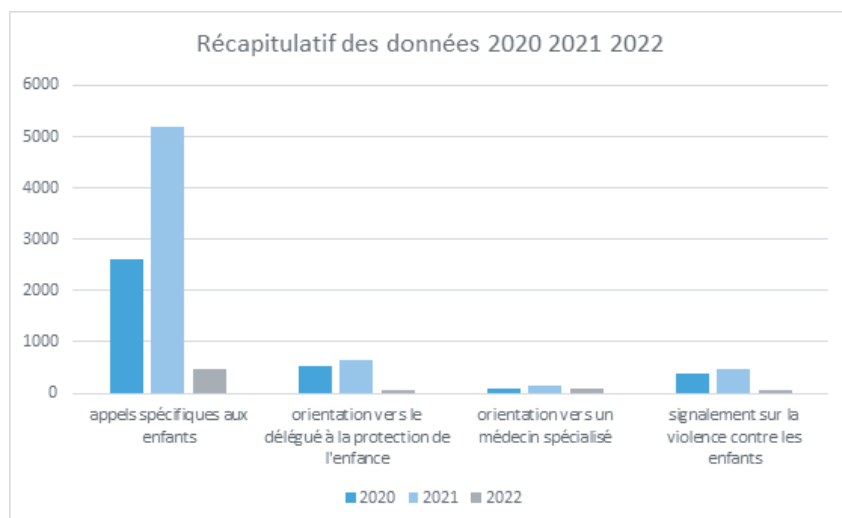
Le 22 mars 2020, le gouvernement Tunisien a annoncé un confinement à l'échelle nationale après avoir enregistré une hausse du nombre de personnes atteintes du coronavirus.

Le 06 avril 2020, le Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Séniors , en coopération avec L'Association Société Tunisienne de Recherche, de Thérapie Familiale et du Couple et l'UNICEF, ont lancé la ligne verte gratuite 1809 pour l'écoute , l'accompagnement psychologique et l'orientation des enfants et des familles, dans le but d'alléger leur sentiment d'isolement et d'anxiété dû à l'épidémie et au confinement , elle avait pour objectif aussi de lutter contre la violence à l'égard des enfants, et de répondre à leurs questions .

La ligne verte 1809 assurait les services suivants :

- L'écoute, l'accompagnement psychologique et l'orientation
- Le signalement des cas de violences faites aux enfants
- Le signalement des jardins d'enfants aléatoires

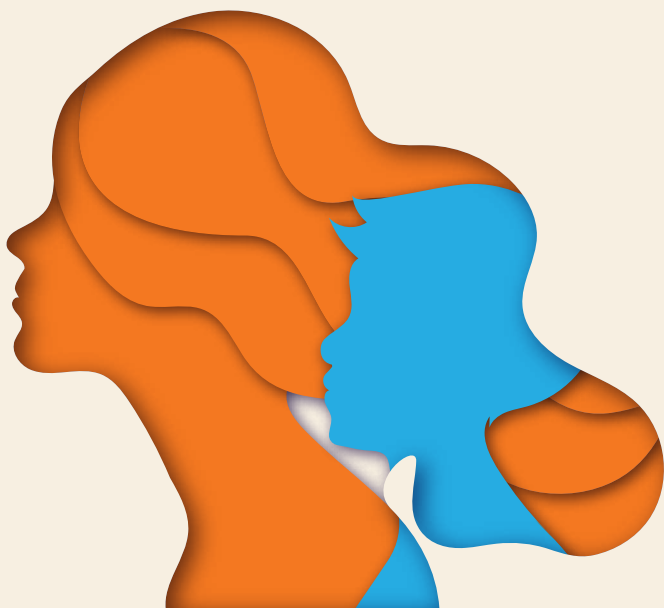




Les centres de prise en charge des femmes victimes de violence



**Les centres d'hébergement des
femmes victimes
de violence et des enfants qui les
accompagnent**



Centre d'hébergement « El Amen » gouvernorat de l'Ariana

Il est le premier centre d'hébergement gouvernemental dont la gestion a été confiée depuis 21 Mars 2016 à l'Association Tunisienne de Gestion et d'Equilibre Social TAMSS dans le cadre d'une convention entre le Ministère et l'association. Ladite convention a été renouvelée le 7 Mai 2018 pour une durée de 3 ans supplémentaires mais la continuité n'a pas pu avoir lieu à cause de l'état de l'infrastructure qui a mis fin à l'exploitation du bâtiment suite aux instructions d'un expert en la matière d'où la suspension des services offerts et la fermeture temporaire du centre le 1er octobre 2020 ce qui a nécessité l'orientation de ses résidents(tes) vers d'autres centres ou les réintégrer dans leurs familles.

Le 11 janvier 2022, Le Centre El-Aman a repris son activité après sa remise provisoire moyennant une nouvelle convention de partenariat entre le Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des séniors et l'Association Tunisienne d'Action et d'équilibre social et ce pour une durée de trois ans. Il a ouvert ses portes pour accueillir les femmes victimes de violence et les enfants qui accompagnent à partir du 1^{er} Février 2022.

Le centre d'accueil a une capacité de 30 lits. Il se compose de 02 unités de vie, un atelier de formation à la couture, un atelier de confiserie, un potager de légumes et de fruits, et un espace extérieur de jeux pour les enfants.

Depuis son ouverture à la fin du mois de septembre 2020, le centre a assuré la prise en charge de 228 femmes victimes de violences, et 252 enfants accompagnateurs.

Un budget lui a été alloué « Pour que les Invisibles deviennent Visibles » afin d'aménager le centre pour accueillir les femmes victimes de violences ayant un handicap visuel et auditif. Ce projet soutenu par ONU Femmes et en partenariat avec CAWTAR Center, s'est étalé sur (03) ans.

Centre « Amen Mahdia » gouvernorat de Mahdia

Soutenu par le Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Séniors et les autorités régionales, ce centre a été inauguré le 19 février 2018.

L'association « Voix des Femmes de Mahdia » et le Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Séniors, ont signé une convention de partenariat pour une durée d'une année : 2020-2021.

En juillet 2022, une convention de partenariat a été signée entre le commissariat régional des affaires de la famille et de la femme de Mahdia et l'association « Voix des Femmes à Mahdia » pour la gestion d'un centre d'accueil des femmes victimes de violences et des enfants qui les accompagnent pour une durée de 03 ans.

La capacité d'accueil du centre est de 10 lits dont 2 pour les enfants.

Au cours de l'année 2021 et en vue d'assurer l'intégration des femmes victimes de violences économiques et sociales, l'association « voix des femmes » a ouvert en partenariat avec le Centre cawtar et le Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Séniors un centre de formation libre de Confiserie.

Depuis son ouverture, le centre a assuré la prise en charge de 191 femmes et 29 enfants accompagnateurs.

Au cours de l'année 2021, 44 femmes victimes des violences et 17 enfants accompagnateurs ont bénéficié des services du centre d'hébergement « Aman Mahdia »

45% d'entre ces victimes sont mariées, 31% ont subi des violences physiques et 60% des violences morales et sexuelles.

La vulnérabilité économique est l'une des caractéristiques communes entre les victimes, étant donné que 77 % d'entre elles ne travaillent pas.

La Cellule d'écoute du centre a offert ses services à 61 femmes victimes de violence dont 60 % étaient mariées. 70% d'entre elles ont subi des violences morales, 52% des violences physiques et 29% des violences économiques.

13 août 2022 :

**Le Ministère de la Famille, de la Femme, de
l'Enfance et des Séniors , prévoit l'ouver-
ture de**

**5 nouveaux centres d'hébergements pour
les femmes victimes de violence et leurs
enfants à,**

**Kairouan, Gabes, Tozeur, Jendouba et
Tataouine.**

Centre d'hébergement de Jendouba

Il a ouvert ses portes au cours du mois d'août 2022 suite à la signature d'une convention de partenariat entre le commissariat régional des affaires de la famille et de la femme de Jendouba et l'Union nationale de la femme tunisienne chargée de la gestion du centre d'hébergement dédié aux femmes victimes des violences et leurs enfants pour une durée de 03 ans.

Les deux parties ont signé un accord de partenariat le 07 juillet 2022 pour gérer le centre d'hébergement.

Le centre comprend trois unités de vie, sa capacité est de 30 lits.



Centre d'hébergement de Tozeur

Il a ouvert ses portes au cours du mois d'Août 2022 suite à la signature d'une convention de partenariat entre le commissariat régional des affaires de la famille et de la femme de Tozeur et l'Association des malades du cancer « Karama » qui s'est chargée de la gestion du centre d'hébergement pour une durée de 03 ans.

Le centre comprend 2 unités de vie, sa capacité est de 8 lits



Centre d'hébergement de Tataouine

Il a ouvert ses portes au cours du mois d'Août 2022 suite à la signature d'une convention de partenariat entre le commissariat régional des affaires de la famille et de la femme de Tataouine et l'Union nationale de la femme tunisienne qui s'est chargée de la gestion du centre d'hébergement dédié aux femmes victimes de violences et leurs enfants pour une durée de 03 ans.

Le 07 juillet 2022, un accord de partenariat a été signé entre les deux parties pour gérer le centre d'hébergement.

La capacité du centre est de 10 lits.



Centre d'hébergement « Ahmini » de Gabès

Il a ouvert ses portes au cours du mois d'août 2022 suite à la signature d'une convention de partenariat entre le commissariat régional des affaires de la famille et de la femme de Gabès et l'association « ALKARAMA » qui s'est chargée de la gestion du centre d'hébergement dédié aux femmes victimes de violences et leurs enfants pour une durée de 03 ans avec l'appui de l'ambassade Suisse en Tunisie.

Le centre comprend trois unités de vie et un atelier de confiserie, sa capacité est de 30 lits.



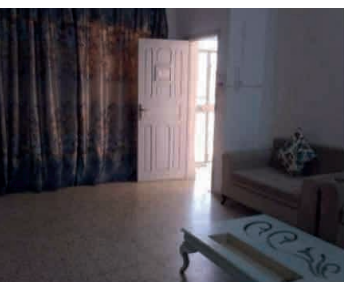
Centre d'hébergement de Kairouan

Il a ouvert ses portes depuis 2017, en partenariat entre l'Union Nationale des Femmes et l'Association Tunisienne d'Action et d'Equilibre Social dans le cadre du programme d'instauration de l'égalité entre les femmes et les hommes soutenu par le fonds des Nations Unies pour la population et de l'Union européenne.

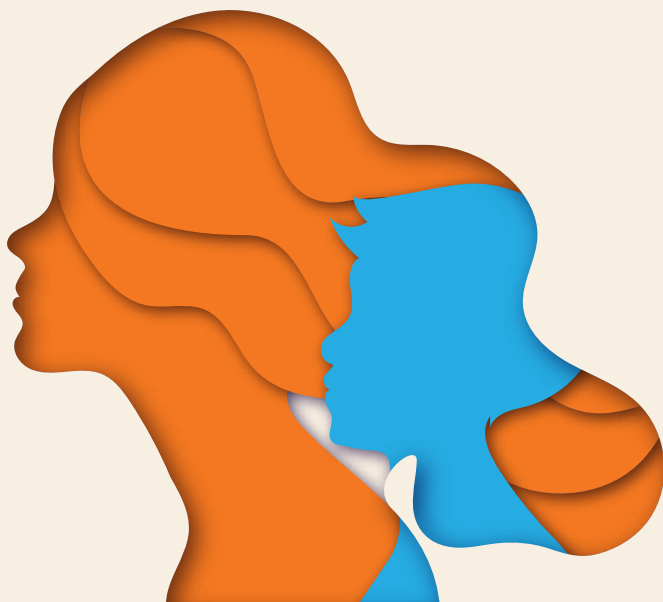
Il a fermé ses portes en février 2021 à cause d'un manque de ressources financières, et reprend ses services en août 2022 avec le nouveau programme de l'appui à l'inclusion sociale « EMNA » soutenu par le fonds des Nations Unies pour la population et de l'Union européenne.

La capacité du centre est de 8 lits dédiés aux femmes et aux filles victimes des violences et 3 lits dédiés aux enfants qui les accompagnent.

Le centre a offert un grand nombre de service de prise en charge dont un accompagnement psychologique au profit de 232 victimes de violence, social au profit de 222 victimes, juridique au profit de 82 victimes. Quant à l'hébergement temporaire, il a atteint 945 nuits.



**Les Centres d'accueil, d'écoute et
d'orientation des femmes victimes
des violences et des enfants qui les
accompagnent**





Centre « Elles » de Sidi Bouzid



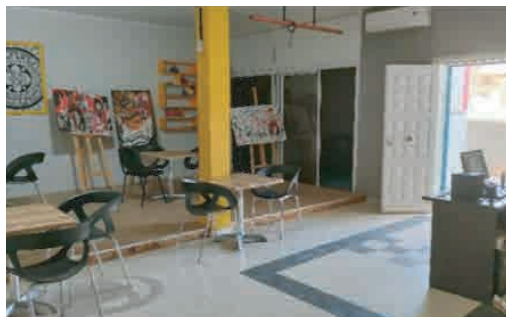
Il est géré par l'association « Voix d'Eve » à Rgueb au gouvernorat de Sid Bouzid dans le cadre d'une convention de partenariat signée le 1^{er} Février 2020 entre l'association et le commissariat régional des affaires de la famille et de la femme de Sidi Bouzid pour une durée de 3 ans.

Cet espace est consacré à l'accueil des femmes et des filles victimes de violence sous toutes ses formes en s'appuyant sur une équipe multidisciplinaire qui assure l'écoute, l'accompagnement, l'orientation et le suivi.

Le centre vise la prévention de toutes les formes de violence faites aux femmes moyennant la sensibilisation, la formation et la publication d'études annuelles liées à la réalité des femmes.

L'association a assuré la prise en charge de 63 femmes victimes de violences en 2020, dont 20 victimes de violence physique, 11 victimes de violence sexuelles 21 victimes de violence morale et 11 victimes de violence économique.

Durant l'année 2021, l'équipe de travail du centre, a assuré l'écoute de 192 victimes réparties comme suit : 41% de violences physiques, 26% de violences morales, 23% de violences économiques et 8% de violences sexuelles, un cas de violence numérique et un cas de violence politique.



Centre « Ecoute moi » de Sidi Bouzid

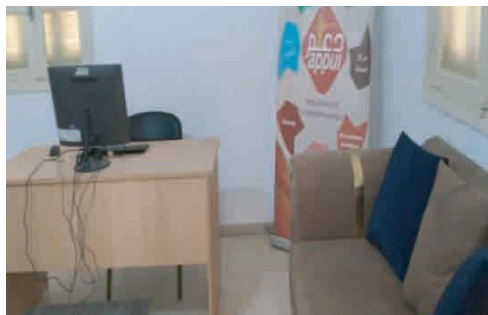
Ce centre est géré par l'association « victoire pour la femme rurale dans le cadre d'une convention de partenariat signée le 21 septembre 2021 entre l'association et le commissariat régional des affaires de la famille et de la femme de Sidi Bouzid pour une durée de 3 ans. Il a assuré les services d'écoute et d'orientation au profit de 16 femmes victimes de violence au cours de l'année 2021



Centre « Appui » pour l'écoute et l'orientation juridique de Sidi Bouzid

Le centre « Appui à l'Écoute et à l'Orientation Juridique » a été inauguré à Regueb, Sidi Bouzid, le 30 mars 2022. Il est géré par l'association « les femmes d'abord » dans le cadre d'une convention de partenariat entre l'association et le commissariat régional des affaires de la famille et de la femme de Sidi Bouzid.

Le centre a assuré l'écoute et l'orientation juridique de 6 femmes victimes de violence.



Centre d'écoute « Alma » de Kasserine

Le centre d'écoute et d'accompagnement des femmes victimes de violences « Alma » a ouvert ses portes en février 2017. Il est géré par l'association Jeunes au service des femmes dans le cadre d'une convention de partenariat signée le 10 août 2020 pour une durée de trois ans entre celle-ci et le commissariat régional des affaires de la famille et de la femme de Kasserine.



Le centre offre aux femmes et aux filles victimes de violence des services d'accueil et d'orientation.

Depuis son ouverture 3289 femmes ont bénéficié de ses services.

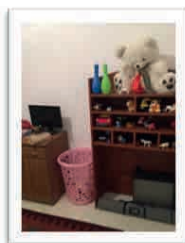
Centre « Parité » pour l'écoute, l'orientation et le conseil des femmes victimes de violence de Kasserine

Une convention de partenariat a été signée depuis le 19 Février 2019 entre le commissariat régional des affaires de la famille et de la femme de Kasserine et l'association Tigar citoyenneté paritaire qui s'est chargée de la gestion du centre d'écoute.

Cette convention a pour objectif d'assurer la prise en charge les femmes victimes des violences en les orientant, leur offrant le conseil dont elles ont besoin et les écoutant.

En outre, elle vise le renforcement des capacités des femmes et des filles, la diffusion et la consolidation des principes de la démocratie et de la culture à la citoyenneté ainsi que l'instauration de comportements civiques.

Depuis son ouverture le 26 mai 2022, le Centre d'écoute, d'orientation et de conseil des femmes victimes des violences « Parité » a assuré la prise en charge de 25 femmes victimes de violences.



Clinique juridique de Siliana

L'Association « Volontaires de Bouarada » avec le soutien du Réseau Euro-Méditerranéen de Défense des Droits Humains, a mis en place la clinique juridique le 24 décembre 2020 dans l'objectif d'aider gratuitement les citoyennes et les citoyens ayant des difficultés à accéder à la justice, en particulier les femmes et les enfants qui sont victimes de violence et qui ont perdu le soutien.

Depuis sa création, la clinique juridique a été en mesure de fournir des informations juridiques à 10 femmes victimes de violence et de coordonner avec les autorités locales pour assurer leur protection. Les cas ayant bénéficié des services de la clinique se répartissent entre 62 % victimes de violence conjugale, 12 % victimes de violence familiale, 13 % victimes de violence dans l'espace numérique et 13 % victimes de violence dans l'espace extérieur.



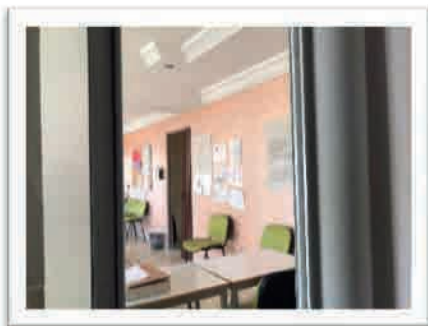
Centre « Manara » d'écoute, d'orientation et de suivi des femmes victimes des violences du Kef

Depuis son lancement le 2 février 2014, le Centre « Manara » de l'Association « Femmes et Citoyenneté » au Kef, premier centre de prise en charge des femmes victimes des violences dans le nord-ouest, a réussi à fournir ses services aux femmes victimes de violences en accueillant 1298 victimes.

Le centre dédie des services d'écoute moyennant la ligne verte gratuite (80101400), qui a reçu 2 219 appels, dont 320 appels de femmes, 131 nouveaux cas et 189 femmes victimes de violences ayant déjà bénéficié des services du centre auparavant mais qui continuent à subir de la violence.

Les cas de violence enregistrés se répartissent en 266 cas de violence conjugale et 54 cas de violence non conjugale.

L'équipe de travail du Centre Al-Manara a assuré la prise en charge de 168 femmes victimes des violences et a fourni un certain nombre de services, dont l'écoute et le suivi juridique, judiciaire, psychologique et social.

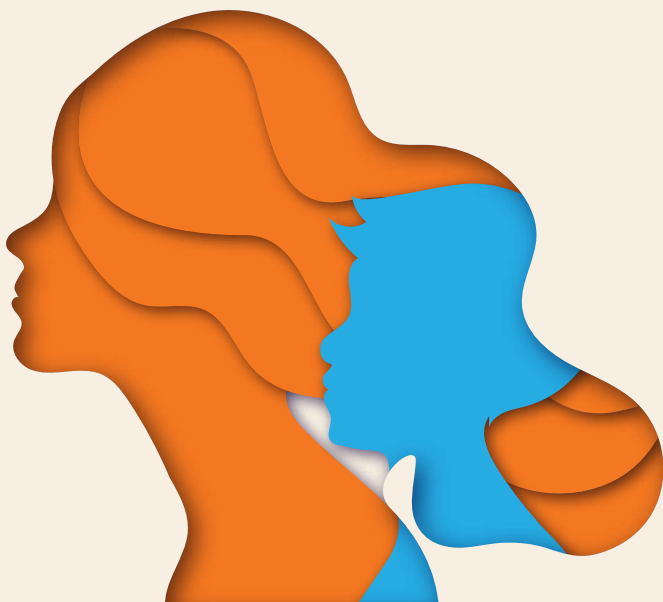


Institut « Nebrass » de Réhabilitation des Survivants de la Torture

L'Institut « Nebrass » pour la réhabilitation des survivants de la torture s'emploie à fournir des services et des soins multidimensionnels aux femmes et aux filles victimes des violences sexuelles dans des espaces destinés à la prise en charge et à la réhabilitation des victimes.

Au cours de l'année 2021, l'Institut a reçu 15 femmes victimes d'agressions sexuelles pour une prise en charge psychologique et sociale. Ces victimes accompagnées sont orientées par les institutions affiliées au Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Séniors ou par les associations œuvrant dans le domaine,

**Espaces d'écoute dans les
délégations régionales de la femme
et de la famille**



Les centres de conseil et d'orientation familiale

Gestion : Association TAMSS

En application de la stratégie du Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Séniors dans le domaine du développement du secteur familial et de l'amélioration de ses différentes composantes, et compte tenu des besoins des familles, notamment celles dans les zones de l'intérieur et à densité populaire, en vue d'offrir des services qui répondent à leurs préoccupations et les aident à trouver des solutions appropriées pour bâtir des familles équilibrées, capables de répondre aux besoins de ses membres, le ministère, depuis 2014, a mis en place les centres de conseil et d'orientation familiale.

Les Centres de conseil et d'orientation familiale visent à soutenir les fonctions de la famille, à valoriser son statut, à améliorer les services rendus à ses membres, des différentes catégories d'âge et de groupes sociaux, à développer leurs capacités, à les initier aux méthodes de communication positives et efficaces et à les aider à faire face aux difficultés auxquelles ils peuvent être confrontés, et ce afin de bâtir une famille soudée et équilibrée.

Les centres de conseil et d'orientation familiale offrent des services de conseil et d'orientation par le biais de :

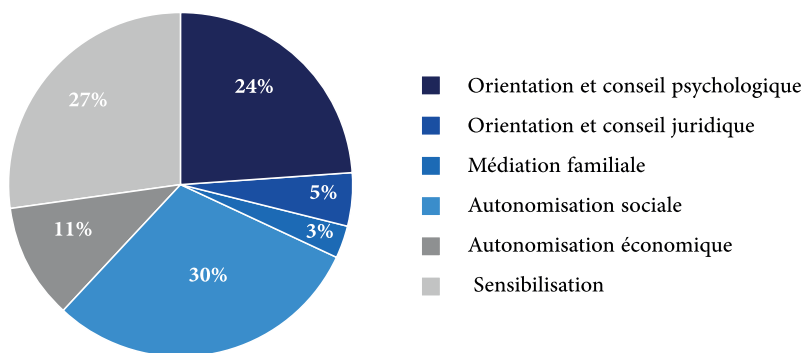
- Orientation et conseils psychologiques et sanitaires
- Orientation et conseils juridiques.
- Médiation familiale pour maintenir le lien conjugal et familial,
- Prévention des comportements négatifs et de désintégration familiale
- Sensibilisation visant une prise de conscience des comportements civilisés auprès de l'individu, de la famille et de la société
- Organisation des sessions de formation pour les femmes et les filles, y compris les victimes de violence, afin de les réinsérer et d'assurer leur intégration sur le marché du travail,
- Autonomisation sociale et économique des membres de la famille à

travers la mise en place des services de prise en charge pour les femmes et les enfants victimes des violences, les orphelins et les personnes âgées, l'organisation de stages de réinsertion professionnelle, de gestion des projets et de recherche de lignes de financement, en plus de fournir une aide à l'occasion de la rentrée scolaire et des fêtes religieuses.

- Plus de 18 000 familles ont bénéficié des services des centres de conseil et d'orientation familiale.
- Plus de 4350 bénéficiaires des services d'orientation et de conseil psychologique.
- Plus de 821 conseils juridiques.
- 5500 familles ont bénéficié du programme d'autonomisation sociale.
- Plus de 511 familles ont bénéficié du programme de médiation familiale.
- 2036 bénéficiaires d'une autonomisation économique, d'une insertion et d'une formation dans divers domaines (bijouterie, confiserie, industries traditionnelles...) et d'accompagnement visant l'auto-emploi.
- Plus de 4865 bénéficiaires des activités de sensibilisation



Répartition des services offerts par les centres de conseils et d'orientation familiale entre 2016 et 2021



Les activités de sensibilisation ont porté sur plusieurs thèmes :

- La parentalité durant la pandémie COVID 19
- Éducation à la parentalité : difficultés d'apprentissage chez les enfants,
- Accompagnement psychologique des personnes atteintes d'Alzheimer
- La violence conjugale contre les femmes
- L'information sur la loi fondamentale 2017-58/2017,
- La violence économique faite aux femmes et les solutions,
- Les répercussions de la pandémie du COVID 19 sur la famille,
- Prévention de la violence sexuelle faites aux enfants et les effets psychologiques et sociaux de la violence.

Liste des associations qui gèrent les centres de prise en charge des femmes victimes des violences et les enfants qui les accompagnent :

N°	Gouverno- rat	Association	Centre	e-mail	Tel
Les centres d'hébergement des femmes victimes de violence					
01	Ariana	l'Association Tunisienne de Gestion et d'Equilibre Social TAMSS	Centre « El Amen » d'hébergement des femmes victimes de violence	www.tamsstn.org	71885344
02	Mahdia	Voix des Femmes de Mahdia	Centre « Amen Mahdia » d'hébergement des femmes victimes de violence	aminagmarsoussi@hotmail.fr	73695455
03	Jendouba	l'Union nationale de la femme tunisienne	Centre d'hébergement des femmes victimes de violence	www.unft.org.tn	71560178
04	Tataouine				
05	Kairouan				
06	Gabes	l'association «ALKARAMA» pour la famille arabe	Centre «Ahmini » d'hébergement des femmes victimes de violence	associationakfa@outlook.com	
07	Tozeur	Association des malades du cancer « Karama »	Centre d'hébergement des femmes victimes de violence	associationelkarama@hotmail.fr	
Les centres de conseil et d'orientation familiale					
08	Ariana	l'Association Tunisienne de Gestion et d'Equilibre Social TAMSS	Centre de conseil et d'orientation familiale adhamen	ccofeettadhamen@gmail.com	70664 418
09	beja		Centre de conseil et d'orientation familiale beja	ccof.beja2016@gmail.com	78453 753
10	Jendouba		Centre de conseil et d'orientation familiale ghardimaou	ccofghardimaou@gmail.com	78661 218

Les Centres d'accueil, d'écoute, et d'orientation des femmes victimes de violences

11	Kasserine	Association « Jeunes au service des femmes »	centre d'écoute et d'accompagnement des femmes victimes de violences « Alma »	jsf.kasserine@gmail.com	
12		l'association « Tigar citoyenneté paritaire »	Centre « Parité » pour l'écoute, l'orientation et le conseil des femmes victimes de violence	tigar.asskasserine@hotmail.fr	
13	Sidi Bouzid	Association « Voix d'Eve »	Centre « Elles »	voixeve@gmail.com	76141196
14		A s s o c i a t i o n « victoire pour la femme rurale	Centre « Ecoute moi »	associationvictoire@yahoo.fr	
15		Association « les femmes d'abord »	Centre « Appui » pour l'écoute et l'orientation juridique	a s s o c i a t i o n . ladiesfirst@gmail.com	76641981
16	Tunis	Institut « Nibras » de Réhabilitation des Survivants de la Torture	Centre de Réhabilitation des Survivants de la Torture	www.nebrastunisie.org	71782550
17	Kef	I ' A s s o c i a t i o n « Femmes et Citoyenneté »	Centre « Manara » d'écoute, d'orientation et de suivi des femmes victimes de violences	afclekef@yahoo.fr	80101400
18	Siliana	L ' A s s o c i a t i o n « Volontaires de Bouarada »	Clinique juridique	www.volontaires-bouarada.tn	78807314

liste des commissariats régionaux des affaires de la femme et de la famille

	Commissariat Régional, Gouvernorat	Adresse	Téléphone	Fax	E-mail
1	Tunis	avenue Khaireddine Pacha Tunis 1000	71.905 157	7 1 . 9 0 5 12017-58	comreg.tunis@ maff.gov.tn
2	Ariana	13 , rue Belhassen Jrad, cité administratif 2080, Ariana	71.719 174 71.719 177 71.719 179	70.730 675 70.730 664	comreg.ariana@ maff.gov.tn
3	Ben Arous	01 rue el fawz de la nouvelle médina 2063 Ben Arous	71.312 402	79.354 264	comreg.benarous@ maff.gov.tn
4	Manouba	Rue des orangers Manouba	71.600 933	71.600 934	comreg. lamanouba@maff. gov.tn
5	Bizerte	16, Rue de Grèce, 4ème étage - Bizerte	72.424 633	72.424 633	comreg.bizerte@ maff.gov.tn
6	El Kef	Immeuble Abdel Hamid Mejri, rue de la Station 7100 Rue, El Kef	78.225 511	78.228 313	comreg.lekef@ maff.gov.tn
7	Jendouba	60 Rue Al-Habibi Thamer, Immeuble Karim Al-Sada- ghaby, 8100 Jendouba	78.612 017	78.604 350	comreg.jendouba@ maff.gov.tn
8	Beja	Nahj Al-Habibi Haddad - PO Box 366 / Beja 9000	78.452 427	78.452 427	comreg.beja@maff. gov.tn
9	Siliana	avenue Habib Bourguiba, Rue Abu al-Qasim al-Shabi, 6100 Siliana	78.874 100	78.873 726	comreg.siliana@ maff.gov.tn
10	Zaghouan	cité El Menzah, face au collège – cité des mariés Zaghouan 1100	72.681 174	72.681 108	comreg. zaghouan@maff. gov.tn

	Commissariat Régional, Gouvernorat	Adresse	Téléphone	Fax	E-mail
11	Nabeul	Rue Habib Thamer, Immeuble 115, 3ème et 4ème étages - 8000 Nabeul	72.236 218	72.236 218	comreg.nabeul@ maff.gov.tn
12	Sousse	Rue Ibn Khaldoun, Immeuble Boudoukhane, 2ème étage, Sousse 4003	73.383 377	73.382 178	comreg.sousse@ maff.gov.tn
13	Monastir	cité Al-Nasr, Ghadir Al-Ful, Rue Salem Bashir - 5000 Monastir	73.466 977	73.466 977	comreg.monastir@ maff.gov.tn,
14	Mahdia	Rue de Séville - face de la poste 5100 Mahdia	73.697 821	73.693 012 73.697 820 73.697 821	comreg.lamahdia@ maff.gov.tn
15	Sfax	avenue du 14 Janvier, Rue Ahmed Aloulou, Résidence El Redha, Mezzanine 3027, Sfax	74.402 160	74.415 304	comreg.sfax@maff. gov.tn.
16	Kairouan	54 avenue Abi Zamaa Al-Bahlawi 3100 Kairouan	77.232 622	77.231 036	comreg.kairouan@ maff.gov.tn
17	Sidi Bouzid	rue de Suez, derrière la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale 9119 Sidi Bouzid	76.627 220	76.627 945	comreg.sidibou- zid@maff.gov.tn
18	Kasserine	16 avenue Al Hussein Zarrouk District Al Noor 1200 Kasserine	77.411 185	77.411 106	comreg.kasserine@ maff.gov.tn
19	Gabès	359 avenue Mohamed Ali, 2ème étage, Gabes 6001	75.274 433	75.238 567	comreg.gabes@ maff.gov.tn

	Commissariat Régional, Gouvernorat	Adresse	Téléphone	Fax	E-mail
20	Gafsa	immeuble Abu al-Qasim al-Shabi, 2e étage, rue Palestine, district d'Al-Nour, 2100, Gafsa	76.203 150	76.203 150 76.227 544	comreg.gafsa@maff.gov.tn
21	Kébili	42 avenue Le poète des martyrs Gebeli 4200	75.490 862	75.490 476	comreg.kebeli@maff.gov.tn
22	Tozeur	156 avenue Farhat Hached - Route Nefta, ancien hôtel Aisha , 1er et 2ème étage, Tozeur 2200	76.477 012	76.477 012	comreg.tozeur@maff.gov.tn
23	Médenine	22 avenue Tayeb Al Mhiri, Médenine 4100	75.631 802	75.631 803 75.647 523	comreg.medenine@maff.gov.tn
24	Tataouine	Rue Habib Al-Ghandour, BP - B - N°307, Tataouine 3200	75.851 602	75.861 742	comreg.tataouine@maff.gov.tn

Merci à tous ceux qui ont contribué

à la préparation de ce livret intitulé :

Centres des services et prise en charge envers les femmes victimes de violence et les enfants qui les accompagnent

Superviseure : Samira Ben Hassine, Directrice générale pour les femmes et les affaires familiales

- Mme Dejla Guétari, sous directrice, direction des affaires de la femme
- Mme Hanen Benzarti, sous directrice, direction des affaires de la famille
- Mme Sameh Yahyaoui, cheffe de service, sous-direction de l'égalité des chances
- Mme Imene Ben Salah, administratrice, sous-direction de l'égalité des chances

Traduction linguistique :

Français : Mme Ilhem Barboura, cabinet de Madame la ministre de la Famille, des Femmes, de l'Enfance et des Personnes âgées.

Anglais : Mme Ikram Dridi, cabinet de Madame la ministre de la Famille, des Femmes, de l'Enfance et des Personnes âgées.

Avec la contribution de :

- M. Moez Ben Mahmoud Hassan, Cabinet de Madame la Ministre de la Famille, des Femmes, de l'Enfance et des Personnes âgées
- Mme Basma Arfa, Directrice, direction générale des services communs
- Messieurs et Mesdames les commissaires régionaux.les des affaires de la Femme et de la Famille
- Nos Partenaires de la société civile

Republic of Tunisia
Ministry of Family, Woman, Childhood and Seniors

**Centers of services and care
for women victims of violence
and their accompanying
children**

2022

This booklet is issued by the Ministry of Family, Woman, Children and Seniors to serve as a tool for putting together government structures and civil society components on the one hand and centers specializing in the care for women and girls who are victims of violence on the other hand. It would thus serve to facilitate networking and coordination in order to ensure the fast and effective intervention for the interest of victims.

We aim, through this tool, to contribute in the guidance of women and girls victims of violence towards specialized centers offering them diversified services that meet their real needs and respect their rights and differences.

The right of women victims of violence to listening, counseling, guidance and sheltering

Dr Amel Belhaj Moussa
Minister of Family, Woman, Childhood
and Seniors

Regarding the constant support of the Tunisian state to women's acquired rights, and the consolidation of their protection from various violations that could threaten them, and pursuant to the organic Law n° 2017-58 relating to the elimination of violence against women, which requires to take all necessary measures to eliminate all discriminatory practices that would harm women's health, safety and dignity, in all sectors.

The Ministry of Family, Woman, Childhood and Seniors is committed to meet these obligations, by providing neighborhood services for the women victims of violence.

In this regard, a special attention is paid to providing regions with neighborhood services, with diverse specializations and of high quality performance, respecting international standards and women's privacy.

Considering that civil society with its various components is concerned with preserving, developing and defending these gains, we are certain that partnership between state institutions and associations specialized in serving women victims of violence is very useful as a driving force in defending various gains and universal values and in rejecting violence and discrimination in order to establish a community of peace and security.

Providing a protective environment to Tunisian women from various violations is at the head of the Ministry's priorities and strategy in subject of women. In this regard, our partnership with specialized associations is a manifestation of the common vision and the deep will to protect women, get them out of the cycle of violence and provide them with all conditions and foundations that enable them to become

active socially and economically.

We will also endeavor to cooperate and build partnership with all components of civil society in order to effectively contribute to the consolidation of the pillars of a society of equality, security and peace for a pioneering and advanced Tunisia, protecting rights and supporting acquired achievements.

As a reminder, until the date of February 2022, there were only two shelters for women victims of violence supported by the Ministry.

In response to an increasing demand for the establishment of these centers in various governorates, we created a follow-up and fund allocation committee so that in August 2022 we can triple the number of shelters. This system will be consolidated so that in each of Tunisia's governorates there will be a shelter that undertakes women victims of violence and their children and provides them with the necessary services such as listening, guidance and multi-dimensional care.

Violence against women and girls is a violation of human rights in accordance with international charts, as one of the most important issues related to public health, as it affects physical, psychological and sexual integrity of women, and has deep impact on their life pace and their integration into the society.

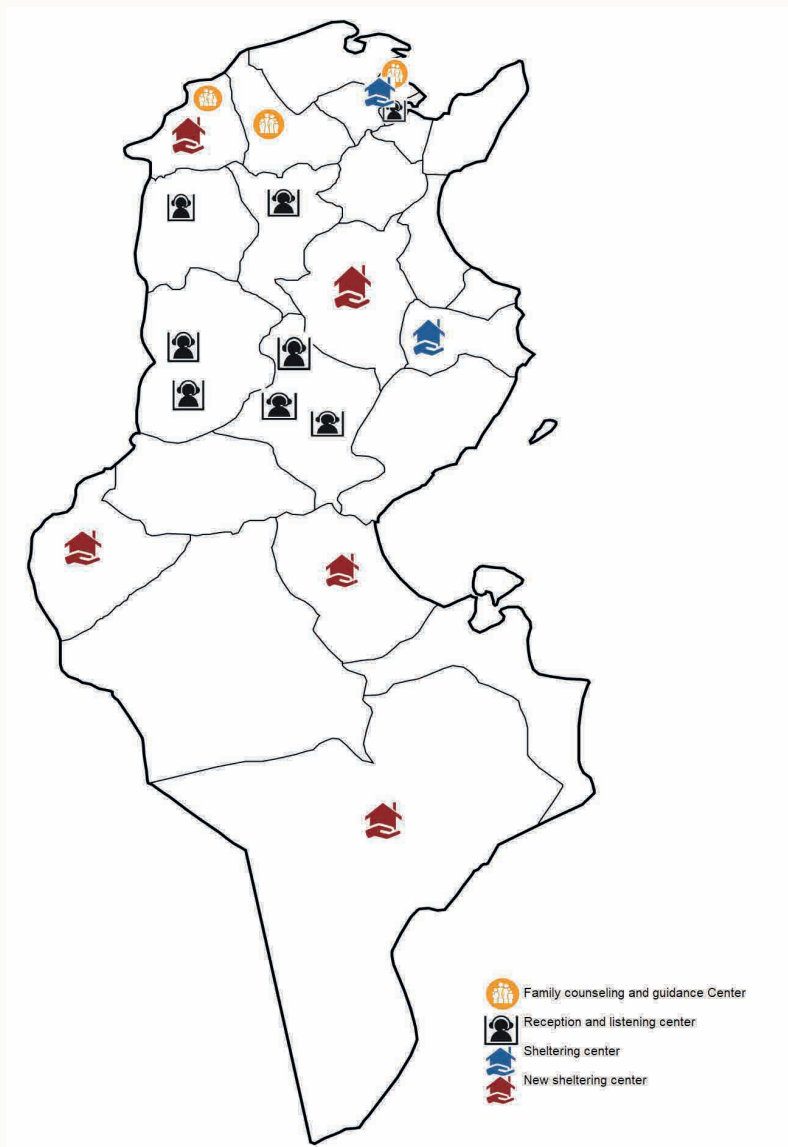
The majority of countries around the world are working today on protecting women and girls from various forms of discrimination and violence, and on addressing this phenomenon through the development of strategies, laws and legislations against violence, taking necessary preventive measures in addition to providing appropriate services that respond to the needs of victims of violence.

In this context, Tunisia has bet on its human capital by procuring a human rights environment that aims to reduce phenomena affecting the social balance, gaps, inequalities and discrimination between members of society, through taking necessary measures to combat the phenomenon of violence in all its forms against women and girls and the threats that affect not only this category but also family cohesion and social stability.

The creation of centers to shelter women victims of violence is

a right of any Tunisian woman subject to violence, without missing that our multi-dimensional approach to the phenomenon of violence, considers that sheltering is a temporary protection mechanism and that prevention and protection together may be carried out by several other mechanisms among which economic empowerment seems to be the most important one.

Map of care centers for women victims of violence



The national strategy of combating violence against the woman

The national strategy of combating violence against the woman is based on four major axes:

1. Prevention of violence against women,
2. Protection and support to women victims of violence,
3. Governance and coordination,
4. Public Policy, Legislative Reform and Law Enforcement.

In order to enforce the second axis related to protecting and supporting women victims of violence, the Ministry works on:

- Establishing a system of protection and support in the interest of the woman victim of violence, based on an approach that is consistent with human rights principles.
- Ensuring an effective and constructive intervention through providing diverse services and responding to the health, psychological, social and legal needs of women victims of violence, and ensuring their quality in accordance with international standards.
- Promoting gender equality and empowering women socially and economically by launching a funding line to facilitate the access of women victims of violence to soft charge loans that help them achieve self-employment and ensure financial independence.
- Allocating funds to establish and run specialized centers to undertake women victims of violence and to ensure the continuity of service provision.
- Strengthening partnership between government structures and civil society to guarantee the governance of intervention and the effectiveness of impact.

In order to achieve this strategic goal, the Ministry of Family, Woman, Childhood and Seniors has taken a number of necessary measures to

protect women and girls victims of violence by establishing centers to undertake and support women victims of violence and to provide them with various services including reception, listening, guidance and shelter, even before the issuance of organic Law n° 2017-58, and since the establishment of the governmental center “Al-Aman” in 2016 to shelter women victims of violence, as distinguished start followed by a series of establishments and partnerships with civil society supporting the protective system and advocating for the rights of women victims of violence, until reaching 11 centers in 2022.

The Ministry is working to raise this number in order to cover all the governorates of the Republic, in order to ensure rapid local protection for women and girls victims of violence.

Care centers of women victims of violence provide quality services that respond to their needs, especially in urgent situations that require immediate intervention to protect them and place them in safe places, or follow the path of the victim's exit from the cycle of violence in order to be safe from various dangers that could threaten her life.

Legal framework

Combating violence against women is one of the duties of the Tunisian state according to:

- International treaties and conventions supporting human rights in general and women's rights in particular
- Organic law n° 2017-58 relating to the elimination of violence against Women.
- Governmental Decree n° 2020-582 relating to care centers for women and children victims of violence.

Conceptual framework:

Article 3 of the organic law n° 2017-58 defines the following concepts:

- **Woman:** any female person of any age.
- **Child:** any male or female person, within the meaning of the child

protection code.

- **Violence against women:** any physical, moral, sexual or economic aggression against women, based on sex discrimination and which causes them physical, psychological, sexual or economic harm, suffering or damage, it includes, besides, the threat of such harm, pressure or deprivation of rights and freedoms, whether in public or private life.
- **Physical violence:** any damaging or harmful act affecting the integrity or safety of the woman or her life, such as beatings, kicks, injuries, pushing, disfigurement, burns, mutilation of certain parts of the body, kidnapping, torture and homicide.
- **Moral violence:** any verbal aggression, such as defamation, insult, coercion, threat, abandon, deprivation of rights and freedoms, humiliation, neglect, mockery, belittling and other acts or words violating the human dignity of woman or intended to intimidate or dominate her.
- **Sexual violence:** any act or word whose author aims to subject the woman to one's own sexual desires or to the sexual desires of others, by means of coercion, fraud, pressure or other means that weaken or infringe the will, regardless of the perpetrator's relationship with the victim.
- **Political violence:** any gender discrimination-based act or practice whose perpetrator aims to deprive the woman from exercising any political, partisan, associative activity or any fundamental right or freedom.
- **Economic violence:** any act or abstention which aims to exploit the woman or deprive her of economic resources, whatever their origin, such as deprivation of funds, wages or income, control of wages or income and work ban or coercion to work.
- **Discrimination against women:** any distinction, exclusion or restriction which has the effect or purpose of affecting the recognition or the enjoyment or exercise of women's human rights and freedoms on the basis of full and effective equality in civil, political, economic, social and cultural fields regardless of color, race, religion, thought,

age, nationality, economic and social conditions, marital status, state of health, language or disability.

Positive procedures and measures aiming to accelerating the establishment of equality between the two sexes are not considered discriminatory.

- **Situation of vulnerability:** the situation of fragility relating to young or advanced age, serious illness, pregnancy, or mental or physical deficiency affecting the victim's ability to resist the perpetrator.
- **The victim:** The woman and the children residing with her, who have suffered physical or moral or psychological or economic damage or have been deprived of the enjoyment of their freedoms and rights by acts, words or cases of abandonment in violation of applicable laws.

Care Centers for Women Victims of Violence:

Pursuant to Governmental Decree n° 2020-582 relating to care Centers for Women Victims of Violence, especially its article 4, care centers can be created and managed by legally established associations active in the field of women, children, family or human rights in general, they may may also be created by the state or local collectivities within the framework of a partnership agreement with the aforementioned associations. More than one center can be created, provided that the governmental decree requirements and the booklet of specifications are respected.

As for article 7, it classifies the centers into two categories according to the services they provide:

- 1.Reception, listening and guidance centers which mainly provide reception, listening and guidance services.
- 2.Sheltering centers provide especially the shelter service, whether it is related to urgent or temporary accommodation.

Moreover, these centers can specialize in providing services to specific categories of victims, such as women, children, people with disabilities, or immigrants... or in providing care to victims of a any form of

violence (physical, moral, sexual, economic, marital, family...).

Management Framework:

- The newly created centers have to comply with specification booklet «approved by a decision of the Minister in charge of Women and Children Affairs.»
- The center establisher must be active «in the field of women, children, family, or human rights in general.»
- These centers can be established according to a partnership agreement concluded between the state and one of the active associations in the aforementioned fields.
- The centers are subject to administrative and sanitarian inspection of relevant departments of the Ministry in charge of Women and Children's Affairs on the one hand, and of the Ministry charged of health, on the other hand, regarding their scope of jurisdiction, pursuant to regulations in force."
- Monitoring and administrative and health inspections are carried out on a continuous basis and without prior notification.

Center Services:

The support centers provide women victims of violence with a range of services, mainly: reception, listening, guidance and counseling about their rights and available services, victim assistance, health and psychological well-being follow up, sheltering, social and economic integration and coordinating with all the stakeholders in order to protect victims.

Regardless of their category or specialization, the support centers, are responsible for providing women and children victims of violence with one or all of the assistance services, either through taking directly the person in charge or indirectly through referring the victim to various stakeholders: government structures or civil society organizations.

These services may include:

- **Reception:** It is carried out either directly by attending a listening office or by telephone, such as the direct line or the green line, in a space and by a specialist guaranteeing confidentiality and protection of privacy and personal data of women and children victims of violence.
- **Active or supportive listening:** it is an exchange between the victim of violence and the person in charge of listening, whether directly or by telephone, creating an atmosphere of trust that makes it easier for the victim to describe the violence she suffered from and permitting the person in charge of listening to identify the victim's needs. Listening is provided by a specialist capable of studying the situations of women and children victims of violence and their expectations in order to determine their immediate or non-immediate care needs.
- **Guidance** towards government structures or institutions and components of civil society, in coordination with the parties concerned on the basis of an assessment of their immediate needs. This mechanism would permit to the victims to move from a structure to another in order to guarantee their rights and benefit with the appropriate services protecting them from the violence they have suffered from, on the one hand, and in order to and prosecute the aggressors on the other hand.
- **Advice:** this involves informing the victim of her rights and enlightening her on the available services as well as procedures to follow in order to help the victim understand the process of her care and encourage her to benefit with it according to her needs, including legal advice.
- **Assistance:** helping the victim when making contact with the structures involved in order to guarantee their rights, in particular when presenting themselves to the security and judicial services. Support can be individually provided by the person responsible for the care, or collectively provided by representatives of public structures or associations responsible for the care.
- **Health follow-up:** this involves providing the victims with urgent health services or directing them to a health facility to receive the care,

in particular primary care, necessary and appropriate to the violence they have suffered in order to guarantee their physical and moral safety.

- **Psychological follow-up:** helps the victim express her suffering in every detail in order to help her overcome the feeling of guilt and regain her self-confidence to become aware of her ability to face all the difficulties and overcome them.
- **Accommodation:** protection mechanism for victims of violence by accommodating them in secure and unknown places. Accommodation services generally include residence, food, health and psychological follow up and economic and social rehabilitation and empowerment. It can also offer urgent and priority care services to women and children who are victims of violence in case of imminent danger threatening their psychological and physical health.
- **Socio-economic integration:** assisting the victim of violence in developing her skills in order to prepare her to face social and economic charges, and facilitate her integration into the social environment where she lives. For this purpose, training activities of awareness-raising, cultural and entertainment are offered aiming to strengthen the victim's integration capacity, to set up individual or collective intervention projects adapted to her specificities and to enable her to preserve her family relationships.

Budget allocated to the creation and management of care centers for women victims of violence

According to articles 13 and 39 of the organic law n° 2017-58, women victims of violence benefit with the immediate accommodation within the limits of availability in case of losing accommodation because of violence.

Based on the second chapter of national strategy to fight against violence against women, the ministry of family, woman, childhood and Seniors dedicated a part of its budget to fund the creation and management of reception centers for women victims of violence since 2016 to reach a total value of 18734 million dinars in 2024.

The Green Line for Listening, counseling and Guiding Women Victims of Violence 1899

What is the green line?

- It is a free and anonymous telephone line that covers the entire territory of the Republic.
- It is one of the multi-dimensional care mechanisms for women victims of violence.
- It provides listening, counseling and guidance services for women victims of violence.
- It provides psychological, social and legal counseling based on the specificities of the situation of women victims of violence and according to their request.
- It guides the victim of violence and informs her about her rights.

How does the green line work?

- Phone calls are reception service that uses interactive listening techniques.
- The listening team works on directing and guiding women about the services available at the various governmental structures and civil society components and providing them with the necessary information according to their needs.
- Listening is operated within the framework of a human rights approach guaranteeing confidentiality and personal data protection and respecting the human rights of women victims of violence.
- The listeners record the data relating to the victim preserving the duty of personal data protection.

Why the green line?

The services provided by the Green Line to women victims of violence are characterized by the following dimensions:

- The preventive dimension: contributes to raising awareness and sensitizing women victims of violence or witnesses to violence of the seriousness about violence and the severity of its repercussions on women and family members, in order to prevent violent behavior.
- Therapeutic dimension: it contributes to the amelioration of the victim status by considering her personal safety plan and presenting intervention options for her benefit.
- The inclusion dimension: It seeks the integration of the woman victim of violence in her care process informing and orientating her directly to the relevant structures according to her need and demand.
- The development dimension: It includes the intervention to support self-capacity of the woman victim of violence to facilitate her integration through raising her awareness of her legal acquired rights.

What are the services provided by the Green Line?

- Listening.
- Legal advice and providing the victim of relevant data necessary for her protection.
- Guidance towards the various intervening structures according to the situation, need and territorial reference.
- Informing the victim about available services and the recommended procedures to be followed.
- Coordination with the intervening parties among government structures and associations, if needed.

1899 Green
number
For listening,
and Guidance
of women victims to violence

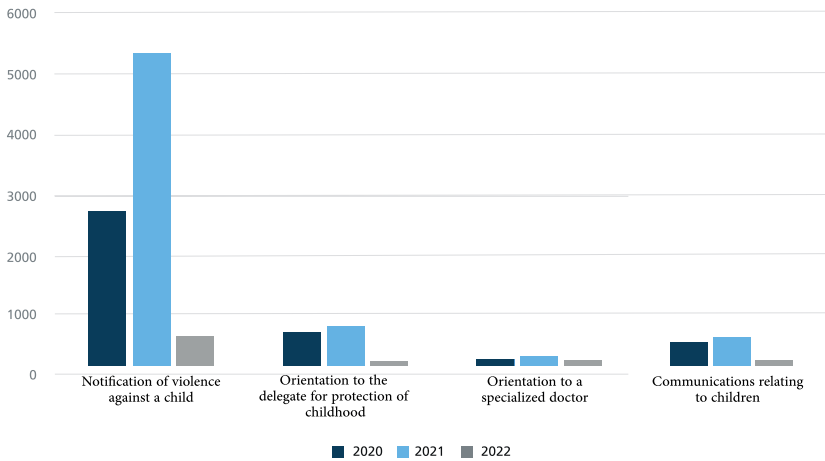
Green Line for listening, psychological care and guidance of women victims to violence, 1809

On March 22nd, 2020, a comprehensive quarantine was announced in Tunisia due to the multiplication of cases carrying the Covid-19 virus. On April 06th, 2020, the Ministry of Family, Woman, Childhood and Seniors, in cooperation with the Tunisian Association for Research and Psychological care for Couples and Families, and UNICEF launched the free Green Line 1809 for listening and providing psychological care and guidance for children and families, in order to reduce isolation and anxiety over them, combating violence against children, and answering their questions during the period of the epidemic and quarantine.

- The 1809 Green Line provides the following services:
- Listening, psychological care and guidance,
- Notification of cases of violence against children,
- Notification on illegal childhood spaces.



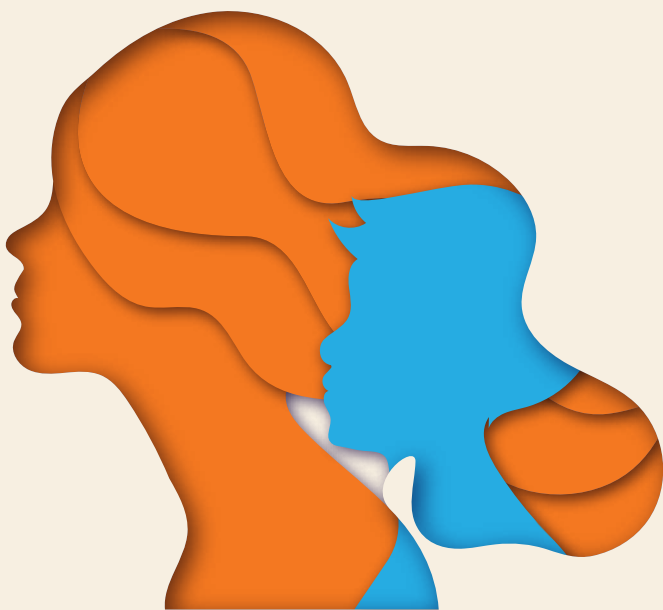
Data summary of 2020-2021-2022



Centers of care for women victims of violence



**Centers of sheltering woman
victims of violence
and their accompanying children**



Shelter “Al Aman” of Ariana governorate

The shelter center “Al Aman” is the first governmental shelter. Its management has been entrusted to the Association of Tunisian Women for research on development since March 21st , 2016 within the framework of a partnership agreement between the Ministry and the Association, renewed on May 07th , 2018 for a period of 3 years. However, the aging infrastructure was an obstacle to the continuity of services. According to the expert’s report on the condition of the building and the inability of the Al-Aman Center to continue providing its services, it was decided to temporarily close the center on October 1st , 2020, and redirect the residents of the center to other centers or reintegrate them with their families.

Al-Aman Center resumed its activity after its temporary closing by signing a partnership agreement between the Ministry of Family, Women, Childhood and Seniors and the Tunisian Association for management and Social Balance on January 11th , 2022 for a period of three years.

The sheltering center includes two (02) life units, a sewing training workshop, a sweets-making workshop, a garden for planting vegetables and fruits, and an outdoor play space for children. It has a housing capacity of 30 beds.

Since its opening until the end of September 2020, the center undertook 228 women victims of violence and 252 accompanying children.

A budget has been allocated “For the Invisible to Become Visible” to prepare the center to support women victims of violence with visual and hearing disabilities, a project that is being implemented for a period of three (03) years with the support of UN Women and in partnership with CAWTAR Center.

Sheltering center «Aman Mahdia»

The «Aman Mahdia» center was inaugurated on February 19th , 2018, with the support of the Ministry of Family, Women, Childhood and Seniors and the regional authorities.

The Women's Voice Association in Mahdia and the Ministry of Family, Women, Childhood and Seniors signed a partnership agreement for a period of one year: 2020-2021.

During the month of July 2022, a partnership agreement was signed between the regional delegate for women and family affairs in Mahdia and the Women's Voice Association in Mahdia to run a shelter for women victims of violence and their children for a period of 03 years.

The center can accommodate 10 beds, including two for children.

During the year 2021, the association opened a free training center in sweets-making to integrate beneficiaries among women victims of economic and social violence in partnership with the Kawthar Center and the Ministry of Family, Women, Childhood and the Elderly.

The center has sheltered 191 women and 29 accompanying children since its opening.

During the year 2021, center «Aman Mahdia» provided its services to 44 women victims of violence and 17 children accompanying them, 45% of them are married, 31% of them have been subject to physical violence and 60% to moral violence and one was victim of sexual violence. Economic vulnerability is one of the most prominent characteristics of victims, given that 77% of them were unemployed.

Listening Cell provided its services to 61 women victims of violence, 60% of them are married, 70% of them were exposed to moral violence, 52% to physical violence, and 29% to economic violence.

August 13th , 2022:
**Five new shelters for women victims of
violence and their accompanying children**

**Jendouba, Kairouan, Gabes, Tozeur and
Tataouine**

Sheltering Center in Jendouba

It opened during August 2022 as enforcement of the partnership agreement signed on July 07th 2022, between the regional delegate for women and family affairs in Jendouba and the National Union of Tunisian Women aiming to run a shelter for women victims of violence and the children accompanying them for a period of 03 years. The center accommodates 30 beds, and includes three life units.



Sheltering center in Tozeur

It was inaugurated during August 2022 in conformity with the partnership agreement signed between the Regional Delegation for Women and Family Affairs in Tozeur and the Karama Association for Cancer Patients to run a shelter for women victims of violence and children accompanying them for a period of 03 years.

The center accommodates 08 families, and includes two integrated living units.



Sheltering Center in Tataouine Governorate

It opened during August 2022 pursuant to the terms of partnership agreement signed between the regional delegation for women and family affairs in Tataouine and the National Union of Tunisian Women to run a shelter for women victims of violence and the children accompanying them for a period of 03 years.

The center accommodates 10 beds.



Ahmini Sheltering Center in Gabes Governorate

It opened to shelter women and girls victims of violence and the children accompanying them in the governorate of Gabes during the month of August 2022, according to the partnership agreement signed between the regional delegate for women and family affairs in Gabes and the Karama Association for the Arab Family to run the center for 03 years, with the support of the Swiss Embassy in Tunisia.

The center has a capacity of 30 beds, and includes three life units and a training workshop for making sweets.



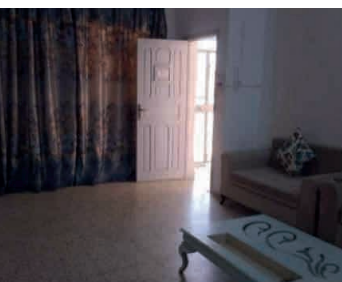
Sheltering Center in Kairouan

It has opened since 2017, in partnership between the National Union of Women and the Tunisian Association for Action and Social Balance, within the framework of the program establishing equality between women and men with the support of the United Nations Population fund and the European Union.

The center stopped providing its services in February 2021 due to the end of funding in the end of the program to establish equality between women and men, and resumed its activities on August 09th, 2022 within the framework of the social integration program "Amna" supported by the United Nations Population Fund.

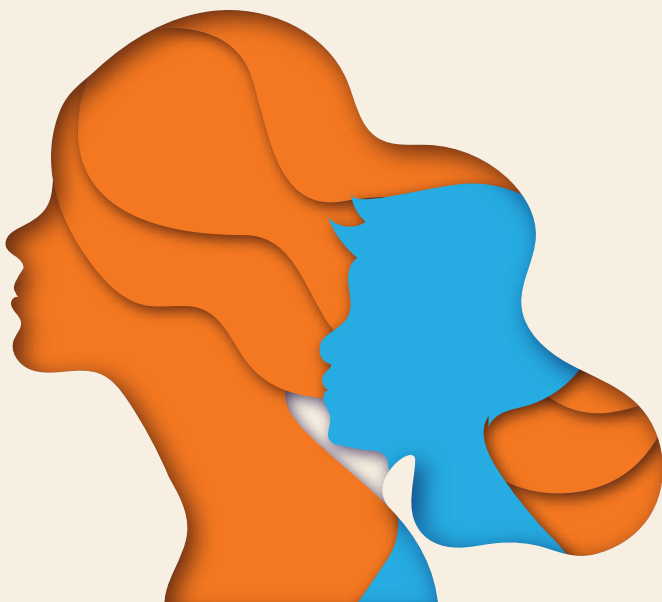
The center accommodates 08 beds for women and girls victims of violence and 03 beds for accompanying children.

It provided a significant range of care services, including psychological for 232 victims of violence, social for 222 victims, legal for 117, healthcare for 82, and as for temporary accommodation, it amounted to 945 overnight stays.



Reception, listening and guidance centers

**For women victims of violence and
accompanying children**





"Hunna" Center of Sidi Bouzid



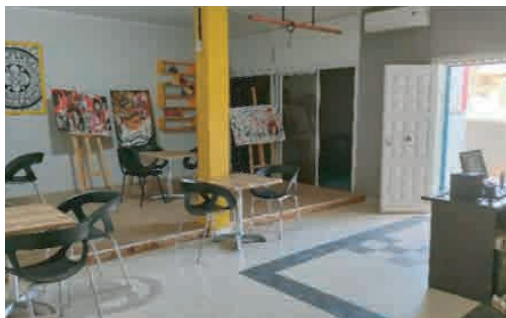
The "Hunna" center situated in Reguèb of Sidi Bouzid governorate is run by "the Voices of Hawa" Association within the framework of a partnership agreement signed between the regional delegate for women and family affairs in Sidi Bouzid and the association on February 01st , 2020 for a period of three years.

It is a space dedicated to receiving women and girls victims of any form of violence, relying on a multidisciplinary team that provides listening, assistance, guidance and follow-up.

The Center works on preventing all forms of violence against women through awareness raising, training and the issuance of annual studies related to the reality of women.

The Voice of Hawa Association in Sidi Bouzid undertook 63 women victims of violence in 2020, including 20 victims of physical violence, 11 victims of sexual violence, 21 victims of moral violence and 11 victims of economic violence.

The working group of the "Hunna" Center provided, during the year 2021, listening services for the benefit of 192 victims of violence, composed of 41% victims of physical violence, 26% victims of moral violence, 23% victims of economic violence, and 8% victims of sexual violence, while only one case of digital violence was recorded, and one was victim of political violence.



«Ismaani» center in Sidi Bouzid

It is run by the Intisar Association for Rural Woman, within the framework of a partnership agreement signed between the Regional Delegation for Women and Family Affairs in Sidi Bouzid and the association on September 21st, 2021 for a period of three years.

The center provided reception, listening and guidance services for 16 women victims of violence during the year 2021.



“Listening and legal guidance support» center in Sidi Bouzid

It was inaugurated in Regueb, Sidi Bouzid, on March 30th, 2022.

The Center provided Listening and Legal Guidance for Women Victims of Violence in 06 cases of violence.



Listening Center in Kasserine

The “Alma” center for listening and guiding women victims of violence was opened in February 2017, and is run by the Youth in the Service of Women Association, by the virtue of a partnership agreement signed between it and the regional delegate for women and family affairs in Kasserine on August 10th, 2020 for a period of three years.



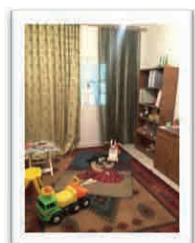
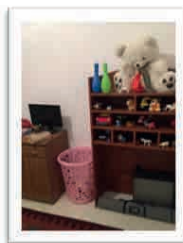
The center provides reception and counseling services for women victims of violence. It has undertaken 3,287 women victims of violence since its opening.

Tanassef Center for Listening, Guiding and Counseling Women Victims of Violence, Kasserine Governorate

A partnership agreement was signed on February 19th, 2019 between the regional delegate for women and family affairs in Kasserine and the Tigar Association for Solidarity Citizenship to run the listening center.

This agreement aims to support women victims of violence through guidance, counseling, listening, and assisting the capabilities of women and girls, spreading the consolidation of the principles of democracy and a culture of citizenship and the establishment of civic behavior.

Since its opening on May 26th, 2022, the Tanasef Center for Listening, Guiding and Counseling Women Victims of Violence has supported 25 women victims of violence.



Legal clinic in Siliana Governorate

The Volunteers Association of Bouarada, with the support of the Euro-Mediterranean Network for the Defense of Human Rights, established the legal clinic on December 24th, 2020, in order to help, freely, citizens having difficulties to access justice, especially women and children who are victims of violence or who are parentless.

Since the beginning of its activities, the legal clinic has been able to provide legal briefing for 10 women victims of violence, and coordinate with local authorities to ensure protection for the victims. The cases reported to the clinic are divided into 62% of spousal violence, 12% of domestic violence, 13% of violence in the digital space, and 13% of violence in the outer space.

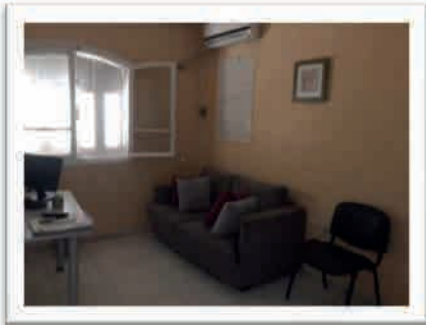
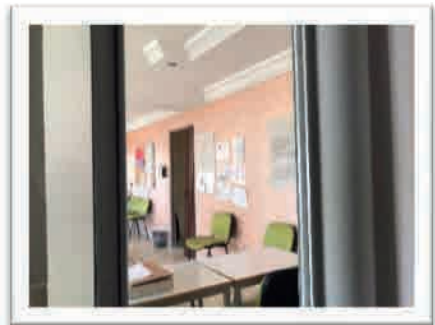


Manara Center for Listening, Guidance and Follow-up for Women Victims of Violence, El Kef governorate

The Manara Center of the Association of Women and Citizenship in El Kef has been able to provide care services to women victims of violence since its launch on February 2nd, 2014, by receiving 1298 women victims of violence. It is the first center that takes care of women survivors of violence in the northwest.

The center provides listening services through the free green line (80101400), which received 2,219 calls, including 320 calls from women, 131 new situations, and 189 women victims of violence previously taken in charge and still subject to violence.

Al-Manara Center's work team supported up to 168 women victims of violence and provided a range of services, including listening and legal, judicial, psychological and social follow-up.

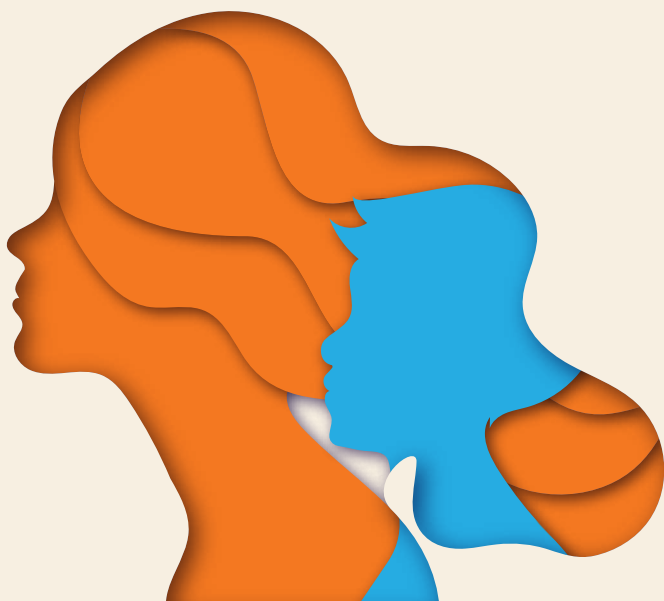


Nibras Institute for Rehabilitation of Survivors from Torture in Tunis Governorate

The Nibras Institute for the Rehabilitation of Survivors from Torture provides multi-dimensional services and treatments for women and girls victims of sexual violence in care spaces and centers, to rehabilitate them.

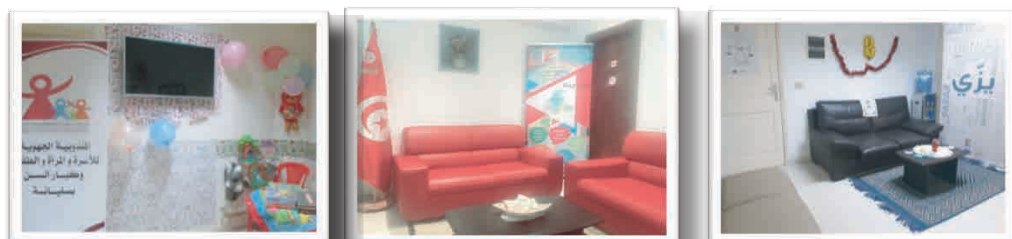
During the year 2021, the Nibras Institute for the Rehabilitation of Survivors from Torture received 15 women victims of sexual assault as part of its work to provide them with psychological and social care. Supporting Victims of sexual assaults is operated under the guidance of the relevant structures of the Ministry of the Family, Woman, Childhood and Elderly, or under the guidance of associations working in the field.

**Listening spaces in the regional
delegations for women and family
affairs**



Based on organic law n° 2017-58 dated August 11th, 2017, relating to the elimination of violence against women, the Ministry charged with the woman has allocated funds estimated at 285000 dinars since 2019 in order to create listening spaces at the regional delegations for women and family affairs, in order to ensure a good reception and care to women and girls Victims of violence and provide them with the necessary services needed.

The regional delegations for woman and family affairs were able to undertake about 2,484 cases of women victims of violence during the year 2021 by providing services of reception, listening, guidance and psychological assistance in coordination with the relevant government structures and civil society active in the field.



Family Counseling and Guidance Centers

Directed by: Tunisian Association for Management and Social Balance

In implementation of the strategy of the Ministry of Family, Women, Childhood and Seniors relating to the development of the family sector and advancing its various components, and regarding families' need, especially those in the interior and densely populated areas, for services that respond to their concerns and help them find appropriate solutions to build balanced families capable of meeting the needs of their members, the Ministry, has created since 2014, "centers for family counseling and guidance».

The Family counseling and Guidance Centers aim to support the family functions, enhance its status, improve the services provided to its members, of different age and social groups, develop their capabilities, introduce them to positive and effective communication methods, and help them deal with the difficulties they may face, in order to build a cohesive and balanced family.

Family counseling and guidance centers provide:

- Psychological and health guidance and counseling.
- Legal guidance and advice.
- Family mediation to maintain the marital and family relationship.
- Prevention of negative behaviors and family disintegration.
- Raising awareness to develop civic behavior of the individual, family and society.
- Organizing training courses for women and girls, including victims of violence, in order to rehabilitate them and ensure their integration into the labor market.
- Social and economic empowerment of family members by providing care services to women and children victims of violence, to orphans

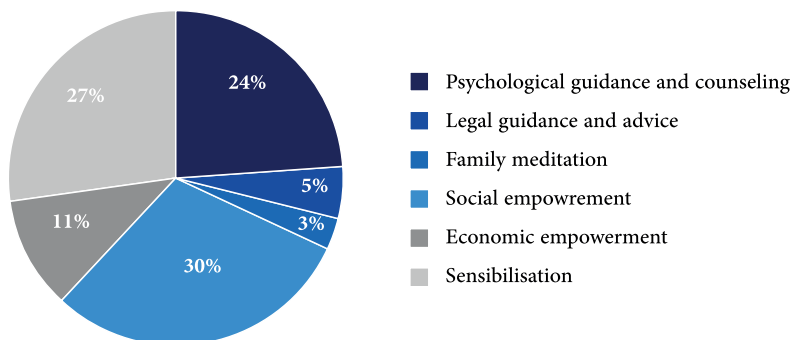
and to elderly, and by organizing training courses for professional rehabilitation, to become able to act and run projects and search for funding lines, in addition to providing aid at the beginning of academic year and on religious holidays.

Since 2014:

- More than 18,000 families have benefited from counseling and guidance centers.
- 5500 families have benefited from the social empowerment program.
- More than 511 families participated in the mediation program.
- 2036 women have benefited with economic empowerment, integration and training in various fields (jewelry making, sweets making, traditional industries...) and support for self-employment.
- More than 4865 beneficiaries of awareness and sensitization activities were registered.
- More than 821 legal consultations have been completed.
- More than 4350 beneficiaries of psychological guidance and counseling services were registered.



**The proportional distribution of services provided
by family counseling and guidance centers (2016-2021)**



The awareness activities covered several topics:

- Parental education during the corona pandemic,
- Parental education: learning difficulties of children,
- Psychological support for Alzheimer's patients
- Marital violence against women and the introduction of organic Law n° 2017-58,
- Economic violence against women and its solutions,
- The repercussions of the Corona pandemic on the family,
- Prevention of sexual violence against children and the psychological and social effects of violence.

List of associations Centers of services and care for women victims of violence and their accompanying children

N°	Governorate/center	Association	Center	e-mail address	Phone number
Partner associations active in the field/by the virtue of a convention concluded between associations and the ministry					
Shelters					
01	Ariana	مركز الأمان لإيواء النساء ضحايا العنف El Amen center for sheltering women victims of violence sheltering	Tunisian association for management and social stability	www.tamsstn.org	71885344
02	Mahdia	Center el amen Mahdia for sheltering women victims of violence	Association Voice of woman Mahdia	aminagmarsoussi@hotmail.fr	21015445
03	Jendouba	Shelter Center	National Union For Women	www.unft.org.tn	71560178
04	Tataouine				
05	Kairouan				
06	Gabes	Association of Dignity for Arab family	Shelter Center « ahmini » for women victims of violence	associationakfa@outlook.com	96207984
07	Tozeur		Shelter Center	associationelkarama@hotmail.fr	53908052
Centers of information and family guidance					
08	Ariana	Association of dignity for fighting against cancer	Center of information and family guidance Ettadhamon city	ccofeettadhamen@gmail.com	70664 418
09	beja		Center of information and family guidance Béja	ccof.beja2016@gmail.com	78453 753
10	Jendouba		Center of information and family guidance Ghar Dima	ccofghardimaou@gmail.com	78661 218

Centers of reception and guidance for victims of violence

11	Kasserine	Association of youth in woman service	« alma » center for listening	jsf.kasserine@gmail.com	52747216
12		Association Tigar for citizenship and parity	Parity center for listening, guidance and information for women victims of violence	tigar.asskasserine@hotmail.fr	22262203
13	Sidi Bouzid	Association of Eva Voice	« hunna » center for listening	voixeve@gmail.com	76141196
14		Association Intissar for rural woman	« Listen to me » center for listening	associationvictoire@yahoo.fr	97135019
15		Association women first	مركز دعم للإصغاء والتوجيه القانوني	association.ladiesfirst@gmail.com	76641981
16	Tunis	Nibras institute for rehabilitation of torture victims	Sexual violence victim habilitation center	www.nebrastunisie.org	71782550
17	Kef	Woman and citizenship association	Listening center for women victims of violence	afclekef@yahoo.fr	98447360
18	Siliana	Legal clinic	Volunteers' association of Bouaarada	www.volontaires-bouarada.tn	78807314

Contact guide of regional delegations to woman and family

	Regional delegation	Address	Phone	Fax	E-mail
1	Governorate of Tunis	avenue Khairreddine Pacha Tunis 1000	71.905 157	71.905 158	comreg.tunis@maff.gov.tn
2	Governorate of Ariana	13 , rue Belhassen Jrad, cité administratif 2080, Ariana	71.719 174 71.719 177 71.719 179	70.730 675 70.730 664	comreg.ariana@maff.gov.tn
3	Governorate of Ben Arous	01 rue el fawz de la nouvelle médina 2063 Ben Arous	71.312 402	79.354 264	comreg.benarous@maff.gov.tn
4	Governorate of Manouba	Rue des orangers Manouba	71.600 933	71.600 934	comreg. lamanouba@maff. gov.tn
5	Governorate of Bizerte	16, Rue de Grèce, 4ème étage - Bizerte	72.424 633	72.424 633	comreg.bizerte@maff.gov.tn
6	Governorate of El Kef	Immeuble Abdel Hamid Mejri, rue de la Station 7100 Rue, El Kef	78.225 511	78.228 313	comreg.lekef@maff.gov.tn
7	Governorate of Jendouba	60 Rue Al-Habibi Thamer, Immeuble Karim Al-Sada- ghaby, 8100 Jendouba	78.612 017	78.604 350	comreg.jendouba@maff.gov.tn
8	Governorate of Beja	Nahj Al-Habibi Haddad - PO Box 366 / Beja 9000	78.452 427	78.452 427	comreg.beja@maff. gov.tn
9	Governorate of Siliana	avenue Habib Bourguiba, Rue Abu al-Qasim al-Shabi, 6100 Siliana	78.874 100	78.873 726	comreg.siliana@maff.gov.tn
10	Governorate of Zaghouan	cité El Menzah, face au collège – cité des mariés Zaghouan 1100	72.681 174	72.681 108	comreg. zaghouan@maff. gov.tn

	Commissariat Régional, Gouvernorat	Adresse	Téléphone	Fax	E-mail
11	Governorate of Nabeul	Rue Habib Thamer, Immeuble 115, 3ème et 4ème étages - 8000 Nabeul	72.236 218	72.236 218	comreg.nabeul@ maff.gov.tn
12	Governorate of Sousse	Rue Ibn Khaldoun, Immeuble Boudoukhane, 2ème étage, Sousse 4003	73.383 377	73.382 178	comreg.sousse@ maff.gov.tn
13	Governorate of Monastir	cité Al-Nasr, Ghadir Al-Ful, Rue Salem Bashir - 5000 Monastir	73.466 977	73.466 977	comreg.monastir@ maff.gov.tn,
14	Governorate of Mahdia	Rue de Séville - face de la poste 5100 Mahdia	73.697 821	73.693 012 73.697 820 73.697 821	comreg.lamahdia@ maff.gov.tn
15	Governorate of Sfax	avenue du 14 Janvier, Rue Ahmed Aloulou, Résidence El Redha, Mezzanine 3027, Sfax	74.402 160	74.415 304	comreg.sfax@maff. gov.tn.
16	Governorate of Kairouan	54 avenue Abi Zamaa Al-Bahlawi 3100 Kairouan	77.232 622	77.231 036	comreg.kairouan@ maff.gov.tn
17	Governorate of Sidi Bouزيد	rue de Suez, derrière la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale 9119 Sidi Bouزيد	76.627 220	76.627 945	comreg.sidibou- zid@maff.gov.tn
18	Governorate of Kasserine	16 avenue Al Hussein Zarrouk District Al Noor 1200 Kasserine	77.411 185	77.411 106	comreg.kasserine@ maff.gov.tn
19	Governorate of Gabès	359 avenue Mohamed Ali, 2ème étage, Gabès 6001	75.274 433	75.238 567	comreg.gabes@ maff.gov.tn

	Commissariat Régional, Gouvernorat	Adresse	Téléphone	Fax	E-mail
20	Governorate of Gafsa	immeuble Abu al-Qasim al-Shabi, 2e étage, rue Palestine, district d'Al-Nour, 2100, Gafsa	76.203 150	76.203 150 76.227 544	comreg.gafsa@ maff.gov.tn
21	Governorate of Kébili	42 avenue Le poète des martyrs Gebeli 4200	75.490 862	75.490 476	comreg.kebeli@ maff.gov.tn
22	Governorate of Tozeur	156 avenue Farhat Hached - Route Nefta, ancien hôtel Aisha , 1er et 2ème étage, Tozeur 2200	76.477 012	76.477 012	comreg.tozeur@ maff.gov.tn
23	Governorate of Médenine	22 avenue Tayeb Al Mhiri, Médenine 4100	75.631 802	75.631 803 75.647 523	comreg. medenine@maff. gov.tn
24	Governorate of Tataouine	Rue Habib Al-Ghandour, BP - B - N°307, Tataouine 3200	75.851 602	75.861 742	comreg.tataouine@ maff.gov.tn

Thank you to everyone who contributed To the preparation of this booklet

Centers of services and care of women victims of violence and their accompanying children

Supervisor: Samira Ben Hassine, general director for Women and Family Affairs

- Ms. Dejlà Guétari, Deputy Director, Women's Affairs Directorate
- Ms Hanen Benzarti, Deputy Director, Family Affairs Directorate
- Ms Sameh Yahyaoui, Head of Department, Family Affairs Directorate
- Ms Imene Ben Salah, Administrator, Family Affairs Directorate

Linguistic translation:

French: Ms. Ilhem Barboura, Office of the Minister of Families, Women, Children and the Elderly.

English: Ms. Ikram Dridi, Office of the Minister of Family, Women, Children and the Elderly.

With the contribution of:

- Mr. Moez Ben Mahmoud Hassan, Office of the Minister of Family, Women, Children and the Elderly
- Ms. Basma Arfa, Director, Directorate-General for Common Services
- Regional Commissioners for Women and Family Affairs
- Our Civil Society Partners

Ministère de la Famille, de la Femme, de
l'Enfance et des Séniors

Centres des services et de prise en charge des femmes victimes des violences et des enfants qui les accompagnent

2022

شُكراً لكلّ من ساهم

في إعداد هذا الكتيّب حول

مراكز الخدمات والتّعهّد بالنّساء ضحايا العنف والأطفال المرافقين لهنّ

الإشراف: السيّدة سميرة بن حسين، المديرية العامّة لشؤون المرأة والأسرة

- السيّدة دجلة القطاري، كاهية مدير بإدارة شؤون المرأة
- السيّدة حنان البنزرتي، كاهية مدير بإدارة شؤون الأسرة
- السيّدة سماح اليحيوي، رئيسة مصلحة بإدارة شؤون المرأة
- السيّدة إيمان بن صالح، متصرّفة بإدارة شؤون المرأة

التّرجمة اللّغوية:

اللّغة الفرنسية: السيّدة إلهام بربورة، ديوان السيّدة وزيرة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السنّ
اللّغة الإنكليزيّة: السيّدة إكرام الدريدي، ديوان السيّدة وزيرة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السنّ

ومساهمة:

- السيد معز بن محمود حسن، مكلف بمهمّة بديوان السيّدة وزيرة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السنّ
- السيّدة بسمة عرفة، مديرة بالإدارة العامّة للمصالح المشتركة
- السيّدات والسّادة المندوبين الجهويّين لشؤون المرأة والأسرة
- الشّركاء من مكوّنات المجتمع المدني.

ع/ر	المندوبية الجهوية	الهاتف	الفاكس	العنوان	البريد الإلكتروني
14	ولاية المهدية	73.697 821	73.693 012	نهج اشبيلية - قبالة مكتب البريد 5100 المهدية	comreg.lamahdia@maff. gov.tn
15	ولاية صفاقس	74.402 160	74.415 304	شارع 14 جانفي نهج أحمد علولو إقامة الرضا الميزانين 3027 صفاقس	comreg.sfax@maff.gov.tn
16	ولاية القيروان	77.232 622	77.231 036	54 شارع أبي زمعة البهولي 3100 القيروان	comreg.kairouan@maff. gov.tn
17	ولاية سيدي بوزيد	76.627 220	76.627 945	نهج السويس خلفه الصندوق الوطني للتقاعد والحيفة الاجتماعية 9119 سيدي بوزيد	comreg.sidibouزيد@maff. gov.tn
18	ولاية القصرين	77.411 185	77.411 106	16 شارع الحسين زروق حي النور 1200 القصرين	comreg.kasserine@maff. gov.tn
19	ولاية قابس	75.274 433	75.238 567	359 شارع محمد علي الطابق 2 قابس 6001	comreg.gabes@maff. gov.tn
20	ولاية قفصة	76.203 150	76.203 150 76.227 544	عمارة أبو القاسم الشابي الطابق 2 شارع فلسطين حي النور 2100 قفصة	comreg.gafsa@maff.gov.tn
21	ولاية قبلي	75.490 862	75.490 476	42 شاعر الشهداء قبلي 4200	comreg.kebeli@maff. gov.tn
22	ولاية توزر	76.477 012	76.477 012	156 شارع فرحات حشاد - طريق نفطة نزل عائشة سابقا الطابق 1 و 2 توزر 2200	comreg.tozeur@maff. gov.tn
23	ولاية مدنين	75.631 802	75.631 803 75.647 523	22 شارع الطيب المهيري مدنين 4100	comreg.medenine@maff. gov.tn
24	ولاية تطاوين	75.851 602	75.861 742	نهج الحبيب الغندور ص - ب - عدد 307 تطاوين 3200	comreg.tataouine@maff. gov.tn

دليل الإتصال بالمندوبيات الجهوية لشؤون الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السن

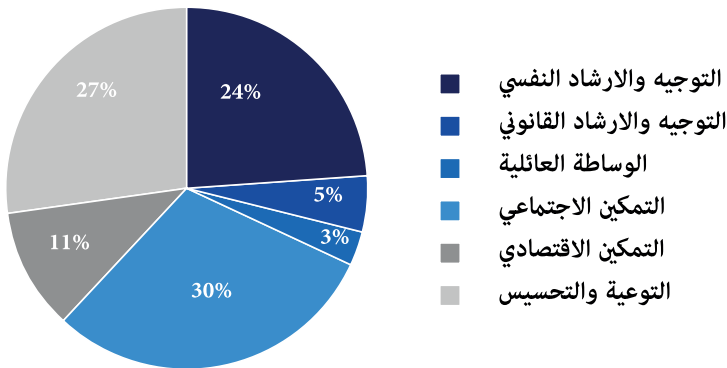
ع/ر	المندوبية الجهوية	الهاتف	الفاكس	العنوان	البريد الإلكتروني
1	ولاية تونس	71.905 157	71.905 157	33 شارع خيرالدين باشا تونس 1000	comreg.tunis@maff.gov.tn
2	ولاية أريانة	71.719 174 71.719 177 71.719 179	70.730 675 70.730 664	13 نهج بلحسن جراد، الحي الإداري 2080 أريانة	comreg.ariana@maff.gov.tn
3	ولاية بن عروس	71.312 402	71.312 402	01 نهج الفوز المدينة الجديدة 2063 بن عروس	comreg.benarous@maff.gov.tn
4	ولاية منوبة	71.600 933	71.600 933	نهج البرتقال منوبة	comreg.lamanouba@maff.gov.tn
5	ولاية بنزرت	72.424 633	72.424 633	16 نهج اليونان الطابق الرابع - بنزرت	comreg.bizerte@maff.gov.tn
6	ولاية الكاف	78.225 511	78.225 511	عمارة عبد الحميد المجري نهج المحطة 7100 الكاف	comreg.lekef@maff.gov.tn
7	ولاية جندوبة	78.612 017	78.604 350	60 نهج الحبيبي ثامر عمارة كريم لصدغياي 8100 جندوبة	comreg.jendouba@maff.gov.tn
8	ولاية باجة	78.452 427	78.452 427	نهج الحبيبي حداد - ص ب عدد 366 / باجة 9000	comreg.beja@maff.gov.tn
9	ولاية سليانة	78.874 100	78.873 726	شارع الحبيب بورقيبة نهج أبو القاسم الشابي 6100 سليانة	comreg.siliana@maff.gov.tn
10	ولاية زغوان	72.681 174	72.681 108	حي المنزه قبالة المدرسة الإعدادية - حي العرائس زغوان 1100	comreg.zaghouan@maff.gov.tn
11	ولاية نابل	72.236 218	72.236 218	شارع الحبيب ثامر عمارة 115 الطابق 3 و 4 - 8000 نابل	comreg.nabeul@maff.gov.tn
12	ولاية سوسة	73.383 377	73.382 178	شارع ابن خلدون عمارة بوذخان الطابق 2 سوسة 4003	comreg.sousse@maff.gov.tn
13	ولاية المنستير	73.466 977	73.466 977	حي النصر غدير الفول نهج سالم بشير - 5000 المنستير	comreg.monastir@maff.gov.tn

ع/ر	الولاية	الجمعية	المركز	العنوان الإلكتروني	الهاتف
13	سيدي بوزيد	جمعية صوت حواء	مركز هنّ للإنصات	voixeve@gmail.com	
14		جمعية انتصار للمرأة الريفية	مركز اسمعني للإنصات	associationvictoire@yahoo.fr	
15		جمعية النساء أولا	مركز دعم للإصغاء والتوجيه القانوني	association.ladies-first@gmail.com	76641981
16	تونس	معهد نبراس لتأهيل ضحايا التعذيب	مركز تأهيل ضحايا العنف الجنسي	www.nebrastunisie.org	71782550
17	الكاف	جمعية المرأة والمواطنة	مركز إنصات النساء ضحايا العنف	afclekef@yahoo.fr	
18	سليانة	جمعية متطوعون ببوعرادة	المصحّة القانونيّة	www.volontairesboua-rada.tn	78807314

قائمة الجمعيات التي تسيّر مراكز التّعهّد بالنّساء ضحايا العنف والأطفال المرافقين لهنّ

ع/ر	الولاية	الجمعية	المركز	العنوان الالكتروني	الهاتف
مراكز الإيواء					
1	أريانة	الجمعية التونسية للتصرف والتوازن الاجتماعي	مركز الأمان لإيواء النساء ضحايا العنف	www.tamsstn.org	71885344
2	المهدية	جمعية صوت المرأة بالمهدية	مركز الأمان لإيواء النساء ضحايا العنف	aminagmarsoussi@ hotmail.fr	73695455
3	جندوبة	الاتحاد الوطني للمرأة	مركز إيواء	www.unft.org.tn	71560178
4	تطاوين				
5	القيروان				
6	قابس	جمعية الكرامة للأسرة العربية	مركز إيواء "أحميني" للنساء ضحايا العنف	associationakfa@out- look.com	
7	توزر	جمعية الكرامة لمكافحة مرض السرطان	مركز إيواء	associationelkarama@ hotmail.fr	
مراكز الإرشاد والتوجيه الأسري					
8	أريانة	الجمعية التونسية للتصرف والتوازن الاجتماعي	مركز الإرشاد والتوجيه الأسري حي التضامن	ccofeettadhamen@ gmail.com	70 664 418
9	باجة		مركز الإرشاد والتوجيه الأسري باجة	ccof.beja2016@gmail. com	78 453 753
10	جندوبة		مركز الإرشاد والتوجيه الأسري غار الدماء	ccofghardimaou@ gmail.com	78 661 218
مراكز الاستقبال وتوجيه النساء ضحايا العنف					
11	القصرين	جمعية شباب في خدمة النساء	مركز علمة للإنصات	jsf.kasserine@gmail. com	
12		جمعية تيقار مواطنة متناصفة	مركز تناصف للإنصات والتوجيه وإرشاد النساء ضحايا العنف	tigar.asskasserine@ hotmail.fr	

التوزيع النسبي للخدمات المقدمة بمراكز الارشاد والتوجيه والتوجيه الأسري من (2016 إلى 2021)



تطرقت الأنشطة التوعوية إلى عدّة مواضيع:

- التربية الوالدية في جائحة الكورونا،
- التربية الوالدية: صعوبات التعلم لدى الأطفال،
- الإحاطة النفسية بمرضى الزهايمر،
- العنف الزوجي المسلط على النساء والتعريف بالقانون الأساسي 58-2017/2017،
- العنف الاقتصادي المسلط على النساء وحلوله،
- تداعيات جائحة الكورونا على الأسرة،
- الوقاية من العنف الجنسي ضد الأطفال والآثار النفسية والاجتماعية للعنف.

الاعتمادات التي ترصدها وزارة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السن لإحداث وتهيئة وتجهيز وتسيير مراكز التعهد بالنساء ضحايا العنف

تخصّص الوزارة اعتمادات مالية سنوية لتسيير مراكز الانصت وإيواء النساء ضحايا العنف، تسند إلى جمعيات مختصة في مجال مقاومة العنف ضد المرأة والتعهد بالضحايا، وذلك في إطار اتفاقيات شراكة.

منذ سنة 2014 انتفعت:

- أكثر من 18000 أسرة من خدمات مراكز الإرشاد والتوجيه الأسري
- 5500 أسرة ببرنامج التمكين الاجتماعي
- أكثر من 511 أسرة ببرنامج الوساطة العائلية
- 2036 امرأة بالتمكين الاقتصادي والإدماج والتكوين في مجالات متنوعة (صنع المصوغ، صنع الحلويات، الصناعات التقليدية...) والمرافقة بهدف الانتصاب للحساب الخاص
- أكثر من 4865 مستفيد بالأنشطة التوعوية والتحسيسية
- كما تم إنجاز أكثر من 821 استشارة قانونية
- أكثر من 4350 مستفيد بخدمات التوجيه والإرشاد النفسي



مراكز الإرشاد والتوجيه الأسري

تسيير: الجمعية التونسية للتصرف والتوازن الاجتماعي

تنفيذا لاستراتيجية وزارة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السن في مجال تطوير قطاع الأسرة والنهوض بمختلف مكوناته، وأمام حاجة الأسر وخاصة منها تلك المتواجدة بالمناطق الداخلية والمناطق ذات الكثافة السكانية، إلى خدمات تستجيب لمشاكلهم وتساعدتهم على إيجاد الحلول الملائمة لبناء أسر متوازنة قادرة على تلبية حاجيات أفرادها، أحدثت الوزارة منذ سنة 2014 «مراكز للإرشاد والتوجيه الأسري».

تهدف مراكز الإرشاد والتوجيه الأسري إلى دعم وظائف الأسرة وتعزيز مكانتها والارتقاء بالخدمات المقدمة لفائدة أفرادها، على اختلاف شرائحهم العمرية والاجتماعية، وتنمية قدراتهم وتعريفهم بأساليب التواصل الإيجابي والفعال ومساعدتهم على التعامل مع ما يمكن أن يواجههم من صعوبات، قصد بناء أسرة متماسكة ومتوازنة.

تقدم مراكز الإرشاد والتوجيه الأسري خدمات الإرشاد والتوجيه من خلال تأمين:

- التوجيه والإرشاد النفسي والصحي
- التوجيه والإرشاد القانوني
- الوساطة العائلية للمحافظة على الرابطة الزوجية والأسرية
- الوقاية من السلوكات السلبية والتفكك الأسري
- التوعية والتحسيس لتنمية الوعي والسلوك الحضاري لدى الفرد والأسرة والمجتمع
- تنظيم دورات تكوينية للنساء والفتيات ومن بينهن ضحايا العنف قصد تأهيلهن وضمان اندماجهن في سوق الشغل
- التمكين الاجتماعي والاقتصادي لأفراد الأسر من خلال تقديم خدمات التعهد للنساء والأطفال ضحايا العنف والأطفال اليتامى وكبار السن وتنظيم دورات تدريبية للتأهيل المهني، للتصرف وتسيير مشاريع والبحث عن خطوط تمويل، إضافة إلى توفير المساعدات بمناسبة العودة المدرسية والأعياد الدينية.

بناء على القانون الأساسي عدد 2017-58 لسنة 2017 المؤرخ في 11 أوت 2017 المتعلق بالقضاء على العنف ضد المرأة، قامت وزارة الإشراف برصد اعتمادات تقدر بـ 285 أ.د منذ سنة 2019 قصد إحداث فضاءات انصات بالمندوبيات الجهوية لشؤون المرأة والأسرة وذلك بهدف تأمين حسن الاستقبال والتعهد بالنساء والفتيات ضحايا العنف وتقديم الخدمات اللازمة لهنّ.

تمكّنت مصالح شؤون المرأة والأسرة بالمندوبيات الجهوية من التعهّد بحوالي 2484 امرأة ضحية عنف خلال سنة 2021 من خلال تقديم خدمات الاستقبال والإنصات والتوجيه والمرافقة النفسية بالتنسيق مع الهياكل العمومية ذات العلاقة ومكوّنات المجتمع المدني النّاشط في المجال.



فضاءات الإنصات بالمندوبيات الجهوية
لشؤون المرأة والأسرة



معهد نبراس لتأهيل الناجين من التعذيب بولاية تونس

يعمل معهد نبراس لتأهيل الناجين من التعذيب على توفير خدمات وعلاجات متعددة الأبعاد للنساء والفتيات ضحايا العنف الجنسي بفضاءات ومراكز التعهد وتأهيل المتعهد بهنّ.

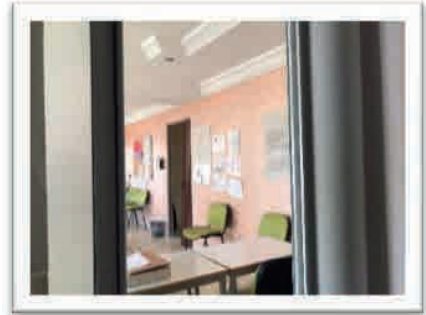
خلال سنة 2021، استقبل معهد نبراس لتأهيل الناجين من التعذيب في إطار عمله 15 امرأة ضحية اعتداء جنسي، وذلك قصد التعهد بهنّ نفسيا واجتماعيا. ويتمّ التعهد بضحايا الاعتداءات الجنسية بتوجيه من المؤسسات التابعة لوزارة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السنّ أو بتوجيه من الجمعيات العاملة في المجال.

مركز منارة للإنصات والتوجيه والمتابعة للنساء ضحايا العنف بولاية الكاف

تمكّن مركز المنارة التابع لجمعية المرأة والمواطنة بالكاف من تقديم خدمات التعهد بالنساء ضحايا العنف منذ انبعاثه بتاريخ 02 فيفري 2014 باستقبال 1298 امرأة ضحية عنف. وهو أول مركز يتعهد بالنساء الناجيات من العنف بالشمال الغربي،

يقدم المركز خدمات الإنصات عبر الخط الأخضر المجاني (80101400) الذي استقبل 2219 مكاملة منها 320 مكاملة من قبل النساء، و131 وضعية جديدة و189 امرأة ضحية عنف تمّ التعهد بها سابقا ومازالت تتعرض للعنف، وتتوزع حالات العنف المسجلة إلى 266 حالة عنف زوجي و54 عنف غير زوجي.

تعهد فريق عمل مركز المنارة بـ 168 امرأة ضحية عنف وقدم جملة من الخدمات منها الإنصات والمتابعة القانونية والقضائية والنفسية والاجتماعية.



المصحة القانونية بولاية سليانة

قامت جمعية متطوعون بوعرادة بدعم من الشبكة الأورومتوسطية للدفاع عن حقوق الإنسان بتركيز المصحة القانونية بتاريخ 24 ديسمبر 2020 بهدف مساعدة المواطنين والمواطنات الذين يجدون صعوبة في التّفاذ إلى العدالة وخاصة النساء والأطفال ضحايا العنف وفاقدى السند بصفة مجانية.

منذ انطلاق أشغالها، تمكّنت المصحة القانونية من تأمين الإحاطة القانونية لفائدة 10 من النساء ضحايا العنف، والتنسيق مع السلطات المحلية لتأمين الحماية للضحية. وتتوزّع الحالات الواردة على المصحّة بين 62 %عنف زوجي و12 % عنف أسري و13 % عنف في الفضاء الرقمي و13 % عنف في الفضاء الخارجي.



مركز الإنصات بولاية القصرين



افتتح مركز «علمة» لاستماع وإرشاد النساء ضحايا العنف في شهر فيفري 2017 وتسيّره جمعية شباب في خدمة النساء، على اثر إبرام اتفاقية شراكة بينها وبين المندوبية الجهوية لشؤون المرأة والأسرة بالقصرين بتاريخ 10 أوت 2020 لمدة ثلاث سنوات.

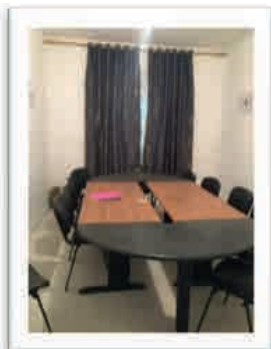
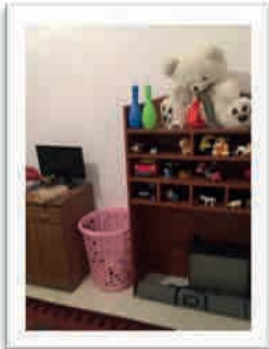
يؤمن المركز خدمات الاستقبال والإرشاد لفائدة النساء ضحايا العنف. وقد تعهّد بـ 3287 امرأة ضحية عنف منذ افتتاحه.

مركز تناصف للإنصات والتوجيه وإرشاد النساء ضحايا العنف بولاية القصرين

أبرمت اتفاقية شراكة بين المندوبية الجهوية لشؤون المرأة والأسرة بالقصرين وجمعية تيقار مواطنة متضامنة لتسيير مركز الإنصات الراجع بالنظر للجمعية بتاريخ 19 فيفري 2019.

تهدف هذه الاتفاقية إلى التعهّد بالنساء ضحايا العنف من خلال التوجيه والإرشاد والإنصات ودعم قدرات النساء والفتيات ونشر ترسيخ مبادئ الديمقراطية وثقافة المواطنة وإرساء السلوك المدني.

تعهد مركز تناصف للإنصات والتوجيه وإرشاد النساء ضحايا العنف منذ افتتاحه بتاريخ 26 ماي 2022 بـ 25 امرأة ضحية عنف.



مركز «اسمعني» بولاية سيدي بوزيد



تسيّر جمعية الانتصار المرأة الريفية مركز «اسمعني» بولاية سيدي بوزيد، في إطار اتفاقية شراكة ممضاة بين المندوبية الجهوية لشؤون المرأة والأسرة بسيدي بوزيد والجمعية بتاريخ 21 سبتمبر 2021 لمدة ثلاث سنوات.

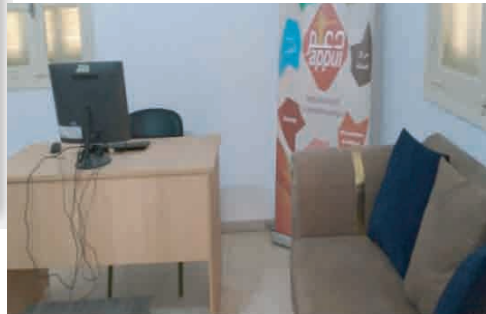
أمن المركز خدمات الاستقبال والإنصات والتوجيه لفائدة 16 امرأة ضحية عنف خلال سنة 2021.

مركز «دعم للإصغاء والتوجيه القانوني» بولاية سيدي بوزيد



أُفتتح مركز «دعم للإصغاء والتوجيه القانوني» بالرقاب من ولاية سيدي بوزيد في تاريخ 30 مارس 2022 وتسيّره جمعية النساء أولا، في إطار اتفاقية شراكة ممضاة مع المندوبية الجهوية لشؤون المرأة والأسرة بسيدي بوزيد.

تعهد مركز الإصغاء والتوجيه القانوني للنساء ضحايا العنف بـ 06 حالات عنف.





مركز «هنّ» بولاية سيدي بوزيد

تسبّر جمعية صوت حواء مركز «هنّ» بالرقاب من ولاية سيدي بوزيد في إطار اتفاقية شراكة ممضاة بين المندوبية الجهوية لشؤون المرأة والأسرة بوزيد والجمعية بتاريخ 01 فيفري 2020 لمدة ثلاث سنوات.

وهو فضاء مخصّص لاستقبال النساء والفتيات ضحايا العنف بجميع أشكاله وذلك بالاعتماد على فريق متعدّد الاختصاصات يؤمّن الإصغاء والمرافقة والتوجيه والمتابعة.

يعمل المركز على الوقاية من كلّ أشكال العنف ضدّ المرأة عن طريق التحسيس والتوعية والتدريب وإصدار دراسات سنويّة تتعلّق بواقع المرأة.

تعهدت جمعية صوت حواء بسيدي بوزيد بـ 63 امرأة ضحية عنف سنة 2020 من بينها 20 ضحية عنف مادي و 11 ضحية عنف جنسي و 21 ضحية عنف معنوي و 11 ضحية عنف اقتصادي.

تولى الفريق العامل بمركز «هنّ» تأمين خلال سنة 2021 خدمات الانصات لفائدة 192 ضحية عنف تتوزّع بين 41 % ضحية عنف مادي و 26 % ضحية عنف معنوي و 23 % ضحية عنف اقتصادي و 8 % ضحية عنف جنسي بينما لم تسجّل إلا حالة واحدة تعرّضت لعنف رقمي وأخرى لعنف سياسي.



مراكز الاستقبال والإنصات والتّوجيه
لفائدة النّساء ضحايا العنف والأطفال
المرافقين لهنّ



مركز الإيواء بولاية القيروان

افتتح مركز الإيواء «أروى القيروانية» بولاية القيروان منذ 2017 بالشراكة بين الاتحاد الوطني للمرأة والجمعية التونسية للتصرف والتوازن الاجتماعي في إطار برنامج ترسيخ المساواة بين المرأة والرجل بدعم من هيئة الأمم المتحدة للسكان والاتحاد الأوروبي.

توقّف المركز عن إسداء خدماته في شهر فيفري 2021 تبعا لانتهاء التمويل بانتهاء برنامج ترسيخ المساواة بين المرأة والرجل، واستأنف نشاطه بتاريخ 09 أوت 2022 في إطار برنامج الاندماج الاجتماعي «آمنة» بدعم من صندوق الأمم المتحدة للسكان.

يُتّسع المركز لـ 08 أسرة للنساء والفتيات ضحايا العنف و 03 أسرة للأطفال المرافقين لهن.

وقد قدّم المركز عددا هاما من خدمات التّعهّد من بينها النفسي لـ 232 ضحية عنف والاجتماعي لـ 222 ضحية والقانوني لـ 117 والصّحي لـ 82 أمّا بالنّسبة إلى الإيواء الوّقتي فقد بلغ 945 ليلة مقضّاة.



مركز الإيواء بولاية تطاوين

أُفتتح مركز الإيواء بولاية تطاوين خلال شهر أوت 2022 تطبيقا لبنود اتفاقية الشراكة الممضاة بين المندوبية الجهوية لشؤون المرأة والأسرة بتطاوين والاتحاد الوطني للمرأة التونسية لتسيير مركز إيواء لفائدة النساء ضحايا العنف والأطفال المرافقين لهنّ لمدة 03 سنوات يتّسع المركز لـ 10 أسرة



مركز «أحميني» للإيواء بولاية قابس

أُفتتح مركز «أحميني» لإيواء النساء والفتيات ضحايا العنف والأطفال المرافقين لهنّ بولاية قابس خلال شهر أوت 2022 تبعا لاتفاقية الشراكة الممضاة بين المندوبية الجهوية لشؤون المرأة والأسرة بقابس وجمعية الكرامة للأسرة العربية المتعلقة بتسيير المركز لمدة 03 سنوات وبدعم من سفارة سويسرا بتونس.

يتسع المركز لـ 30 سريرا، ويضمّ ثلاثة وحدات حياة وورشة تدريب لصنع الحلويات.



مركز الإيواء بولاية جندوبة

أُفتُتِح مركز الإيواء بولاية جندوبة خلال شهر أوت 2022 تطبيقاً لبنود اتفاقية الشراكة الممضاة بين المندوبية الجهوية لشؤون المرأة والأسرة بـجندوبة والاتحاد الوطني للمرأة التونسية لتسيير مركز إيواء لفائدة النساء ضحايا العنف والأطفال المرافقين لهنّ لمدة 03 سنوات. وقد أمضى الطرفان اتفاقية شراكة بتاريخ 07 جويلية 2022 لتسيير مركز الإيواء

يتسع المركز لـ 30 سريراً، ويضم ثلاثة وحدات حياة.*



مركز الإيواء بولاية توزر

تم افتتاح مركز الإيواء بولاية توزر خلال شهر أوت 2022 تطبيقاً لبنود اتفاقية الشراكة الممضاة بين المندوبية الجهوية لشؤون المرأة والأسرة بتوزر وجمعية كرامة لمرضى السرطان لتسيير مركز إيواء لفائدة النساء ضحايا العنف والأطفال المرافقين لهنّ لمدة 03 سنوات.

يتسع المركز لـ 08 أسرة، ويضم وحدتي حياة مندمجة.



13 أوت 2022:

خمسة مراكز جديدة لإيواء النساء ضحايا
العنف وأطفالهن

جندوبة والقيروان وقابس وتوزر وتطاوين

مركز الإيواء «أمان المهديّة» بولاية المهديّة

دُشّن مركز «أمان المهديّة» يوم 19 فيفري 2018 بدعم من وزارة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السنّ والسّلط الجهوية.

أبرمت وزارة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السنّ وجمعية صوت المرأة بالمهدية اتفاقية شراكة لمُدّة سنة: 2020-2021،

خلال شهر جويلية 2022 تمّ إمضاء اتفاقية شراكة بين المندوبية الجهوية لشؤون المرأة والأسرة بالمهدية وجمعية صوت المرأة بالمهدية لتسيير مركز إيواء لفائدة النساء ضحايا العنف والأطفال المرافقين لهنّ لمدة 03 سنوات.

وتعدّ طاقة استيعاب المركز 10 أسرة منها سريان للأطفال.

وقد افتتحت الجمعية خلال سنة 2021 مركز التّكوين الحرفي لصنع الحلويات لإدماج المستفيدات من النّساء ضحايا العنف اقتصاديّا واجتماعيّا بالشّراكة مع مركز «كوثر» ووزارة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السنّ.

تعهّد المركز بـ 191 امرأة و 29 طفلا مرافقا منذ افتتاحه.

خلال سنة 2021 قدّم مركز الإيواء «أمان المهديّة» خدماته إلى 44 امرأة ضحية عنف و 17 طفلا مرافقا لهنّ، 45% منهنّ من المتزوجات، وقد تعرّضت 31 % منهنّ إلى العنف المادي و 60 % إلى العنف المعنوي وضحيّة عنف جنسي. وتعدّ الهشاشة الاقتصاديّة من أبرز ما يميّز الضّحايا باعتبار أنّ 77 % منهنّ لا يعملن.

فيما قدّمت خلية الإنصات خدماتها إلى 61 من النساء ضحايا العنف، 60 % منهن متزوجات وقد تعرّضت 70 % منهن إلى العنف المعنوي و 52 % منهن إلى العنف المادي و 29 % إلى العنف الاقتصادي.



مركز الإيواء «الأمان» بولاية أريانة

يعدّ مركز الإيواء «الأمان» أوّل مركز إيواء وطني، أوكل تسييره إلى جمعية النساء التونسيات للبحث حول التنمية منذ 21 مارس 2016 في إطار اتفاقية شراكة بين الوزارة والجمعية، وجُدّد إمضاء الاتفاقية بتاريخ 07 ماي 2018 لمدة 3 سنوات. إلّا أنّ تقادم البنية التحتيّة حالت دون استمراريّة الخدمات. وتبعا لصدور تقرير الخبير حول وضعية البناية وعدم قدرة مركز الأمان على مواصلة تقديم خدماته تقرّر الغلق الوقفي للمركز بتاريخ 01 أكتوبر 2020 وإعادة توجيه المقيّمات في المركز إلى مراكز أخرى أو إعادة إدماجهنّ لدى عائلاتهنّ،

استأنف مركز الأمان نشاطه بعد التسلم الوقفي له بإمضاء اتفاقية شراكة بين وزارة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السنّ والجمعية التونسية للتصرف والتوازن الاجتماعي بتاريخ 11 جانفي 2022 لمدة ثلاثة سنوات، وانطلق في استقبال النساء والفتيات ضحايا العنف والأطفال المرافقين لهنّ بتاريخ 01 فيفري 2022.

يضم مركز الإيواء وحدتي (02) حياة وورشة تدريب على الخياطة وورشة صنع الحلويات وحديقة لزراعة الخضروات والباكورات وفضاء لعب خارجي لفائدة الأطفال، وله طاقة استيعاب تقدر بـ 30 سريرا.

تعهد المركز منذ افتتاحه إلى موفى سبتمبر 2020 بـ 228 امرأة ضحية عنف، و252 طفلا مرافقا لهنّ.

خصّصت ميزانية من «أجل أن يصبح اللامرئي مربيا» لتهيئة المركز للتعهد بالنساء ضحايا العنف ذوات الإعاقة البصرية والسمعية، وهو مشروع ينقذ لمدة ثلاث (03) سنوات بدعم من هيئة الأمم المتحدة للمرأة وبالشراكة مع مركز المرأة العربية للتدريب والبحوث «كوثر».



مراكز إيواء النساء ضحايا العنف
والأطفال المرافقين لهنّ



مراكز التّعهّد
بالنّساء ضحايا
العنف



الخط الأخضر للإنصات والإحاطة النفسية والتوجيه 1809

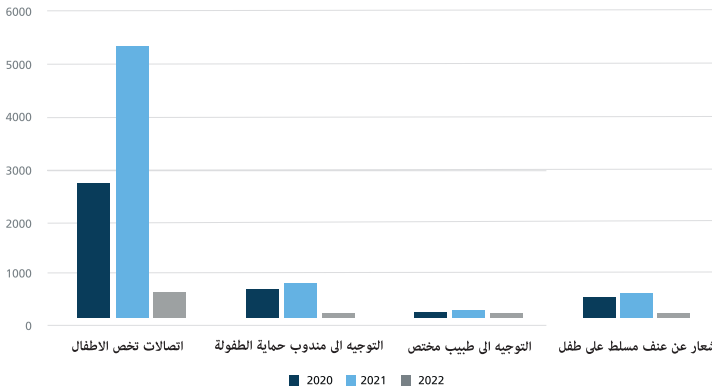
تبعاً لإعلان تونس الحجر الصحي الشامل في 22 مارس 2020 بسبب ظهور العديد من الحالات الحاملة لفيروس كوفيد-19، أطلقت وزارة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السن يوم 06 أبريل 2020 بالتعاون مع الجمعية التونسية للبحث والإحاطة النفسية بالأزواج والعائلات ومنظمة يونيسف الخط الأخضر المجاني 1809 للاستماع والإحاطة النفسية والتوجيه للأطفال والعائلات وذلك بهدف تخفيف الإحساس بالعزلة والقلق عليهم، ومناهضة العنف المسلط على الأطفال، والإجابة على تساؤلاتهم خلال فترة انتشار الوباء والحجر الصحي.



يؤمن الخط الأخضر 1809 الخدمات التالية:

- الاستماع والإحاطة النفسية والتوجيه
- الإشعار على حالات العنف المسلط على الأطفال
- الإشعار على فضاءات الطفولة العشوائية

حوصلة على المعطيات لسنوات 2020-2021-2022



والنظر في معطياتها الخاصة ويساهم في تباحث خطة السلامة الشخصية لها وعرض خيارات التدخل لفائدتها

- **البعد الإدماجي:** يسعى إلى إدماج المرأة ضحية العنف في مسار الإحاطة بها وتوجيهها مباشرة إلى الهياكل المعنية حسب الحاجة والطلب
- **البعد الإنمائي:** يشمل التدخل لدعم القدرات الذاتية للمرأة ضحية العنف لتسيير إدماجها من خلال توعيتها بحقوقها ومكتسباتها القانونية.

ماهي الخدمات التي يقدمها الخط الأخضر؟

— الإصغاء

- الإرشاد القانوني وتزويد المتصلة بالمعطيات الضرورية لحمايتها
- التوجيه نحو مختلف الهياكل المتدخلة حسب الوضعية والحاجة والمرجع الترابي
- الإعلام بالخدمات المتوفرة وبالإجراءات المستحسن اتباعها
- التنسيق مع الأطراف المتدخلة من هياكل عمومية وجمعيات عند الاقتضاء.

الرقم
المجاني
1899
للإصغاء
وتوجيه النساء
ضحايا العنف

الخط الأخضر للإصغاء والإرشاد وتوجيه النساء ضحايا العنف

1899

ما هو الخط الأخضر؟

- هو خط هاتفي مجاني وخفي الاسم يغطي كامل تراب الجمهورية
- هو آلية من آليات التعهد متعدد القطاعات بالنساء ضحايا العنف
- يقدم خدمات الإصغاء والإرشاد والتوجيه لفائدة النساء ضحايا العنف
- يعمل على توفير الاستشارات النفسية والاجتماعية والقانونية وفقا لخصوصيات وضعية المرأة ضحية العنف وحسب طلبها
- يقوم بإرشاد المرأة المعتنة وتوعيتها بحقوقها.

كيف يعمل الخط الأخضر؟

- يتم استقبال المكالمات الهاتفية للمتصلة اعتمادا على تقنيات الإصغاء التفاعلي
- يعمل فريق المستمعات على توجيه وإرشاد المرأة حول الخدمات المتوفرة لدى مختلف الهياكل الحكومية ومكونات المجتمع المدني وتزويدها بالمعطيات الضرورية وفقا لحاجياتها
- يتم الإصغاء في إطار مقاربة حقوقية في كنف السرية وبما يضمن حماية المعطيات الشخصية واحترام الحقوق الإنسانية للنساء ضحايا العنف
- تسجل المكلفات بالإصغاء المعطيات المتعلقة بالمكالمة وبالمتصلة مع الحفاظ على سرية المعطيات الشخصية.

لماذا الخط الأخضر؟

- تتميز الخدمات التي يوفرها الخط الأخضر لفائدة النساء ضحايا العنف بالأبعاد التالية:
- **البعد الوقائي:** يساهم في توعية وتحسيس المتصلات من النساء ضحايا العنف أو الشاهدات على العنف بخطورة العنف وحدة انعكاساته على المرأة وأفراد الأسرة بهدف الوقاية من السلوكات العنيفة
 - **البعد العلاجي:** يساهم في التخفيف عن المرأة ضحية العنف من خلال الاهتمام بوضعيتها

بما يضمن سلامتها الجسدية والمعنوية.

— **المتابعة النفسية:** فسح المجال للضحية للتحدث عن المعاناة التي تعيشها والبوح بكل التفاصيل ومساعدتها على استعادة الثقة بالنفس والخروج من دائرة الإحساس بالذنب وإبراز قدراتها على مجابهة كل المصاعب.

— **الإيواء:** آلية لحماية الضحايا من العنف المسلط عليهم من خلال نقلهم إلى مكان آمن وغير معلوم. وتشمل خدمات الإيواء عموماً الإقامة والمعيشة والمتابعة الصحية والنفسية والإحاطة الاجتماعية والتأهيل وتيسير التمكين الاقتصادي والاجتماعي. كما يمكن أن تشمل توفير خدمات إحاطة استعجالية وألوية للنساء والأطفال ضحايا العنف عند وجود خطر ملم يهدد صحتهم النفسية والبدنية.

— **الإدماج الاقتصادي والاجتماعي:** مساعدة ضحية العنف على تطوير قدراتها واستعدادها لمجابهة الأعباء الاجتماعية والاقتصادية المحمولة عليها وتسهيل إدماجها في المجتمع والمحيط الذي تعيش فيه وذلك من خلال الأنشطة التكوينية والتوعوية والتثقيفية والترفيهية لدعم قدراتها على الاندماج ووضع مشاريع تدخل فردية أو جماعية متلائمة مع خصوصياتها وتمكينها من الحفاظ على روابطها الأسرية.

الاعتمادات المالية المخصصة لإحداث وتسيير مراكز التعهد بالنساء ضحايا العنف:

تطبيقاً لأحكام القانون الأساسي عدد 58-2017 لسنة 2017 في فصليه 13 و39، اللذين ينصان على الإيواء الفوري للنساء ضحايا العنف في حدود الإمكانيات المتاحة والتدخل في حالات فقدان السكن جراء العنف لتوفير الإيواء بمراكز حماية المرأة ضحية العنف، واستناداً إلى الباب الثاني من الإستراتيجية الوطنية لمقاومة العنف ضد المرأة، عملت وزارة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السن على إدراج اعتمادات مالية ضمن ميزانية الوزارة لتمويل إحداث وتسيير مراكز للتعهد بالنساء ضحايا العنف منذ سنة 2016 حيث ستبلغ قيمتها الجملية سنة 2024 حوالي 18734 مليون دينار.

مع مختلف المتدخلين لحماية الضحايا. إذ تتكفل مراكز التعهد، مهما كان صنفها أو تخصصها، بتأمين أحد خدمات التعهد لفائدة النساء والأطفال ضحايا العنف، أو كلها، وذلك بصفة مباشرة من خلال التعهد الشخصي أو غير المباشرة عن طريق الحالات من مختلف المتدخلين: الهياكل العمومية أو منظمات المجتمع المدني.

ويمكن أن تشمل هذه الخدمات ما يلي:

— **الاستقبال:** تتم خدمة استقبال ضحية العنف إما مباشرة بالحضور بمكتب إصغاء أو عن طريق الاتصال الهاتفي كالخط المباشر أو الخط الأخضر، وذلك في فضاء يكفل السرية من قبل مختص يضمن حماية الحياة الخاصة والمعطيات الشخصية للنساء والأطفال ضحايا العنف،

— **الاستماع أو الإصغاء النشط أو التضامني:** هي عملية تواصل بين ضحية العنف والقائم بالإصغاء سواء كانت مباشرة أو عن طريق الهاتف بما يمكن من خلق مجال من الثقة يسهل على الضحية وصف حالة العنف الذي تتعرض إليها وتمكن القائم بالإصغاء من فهم الخدمات المطلوبة. يتم تأمينها من قبل مختص يدرس أوضاع النساء والأطفال ضحايا العنف وانتظاراتهم، ويحدد مجال التدخل من خلال ضبط حاجياتهم الآنية وغير الآنية،

— **التوجيه** نحو الهياكل والمؤسسات العمومية المختصة ومنظمات المجتمع المدني وذلك بالتنسيق مع الجهات المعنية واعتمادا على التقييم الأولي لاحتياجاتهن العاجلة، بما يضمن لضحية العنف الانتقال من مؤسسة إلى أخرى لضمان حقوقها والحصول على الخدمات المتوافقة مع احتياجاتها.

— **الإرشاد:** الإعلام بالحقوق وشرح الخدمات المتوفرة لضحايا العنف والإجراءات الواجب اتباعها بما يساعد الضحية على فهم مسار التعهد بها وتشجيعها على الانتفاع بها وفق حاجياتها بما في ذلك الإرشاد القانوني والإعانة العدلية الوجوبية.

— **المرافقة:** مساعدة الضحية عند الاتصال بالمؤسسات المتدخلة في المجال لضمان حقوقها وخاصة عند التوجه إلى المصالح الأمنية والقضاء. ويمكن أن تكون المرافقة فردية من قبل المكلفة بالتعهد أو جماعية من قبل ممثلي الهياكل العمومية أو الجمعيات القائمة بالتعهد.

— **المتابعة الصحية:** توفير الخدمات الصحية الاستعجالية للضحية أو توجيهها لمؤسسة صحية لتلقي الإسعافات خاصة الأولية والضرورية والمناسبة للعنف المسلط على الضحية

قانونية والنّاشطة في مجال حقوق المرأة أو الطّفل أو الأسرة أو حقوق الإنسان عموماً، كما يمكن إحداث تلك المراكز بمبادرة من الدّولة أو الجماعات المحليّة في إطار اتّفاقيّة شراكة مع الجمعيات المشار إليها آنفاً. ويمكن إحداث أكثر من مركز بشرط احترام مقتضيات الأمر الحكومي وكتراس الشّروط عند كلّ إحداث.

أما الفصل 7 منه، فيصنّف مراكز التّعهد حسب الخدمات التي تقدّمها إلى صنفين:

1. مراكز الاستقبال والإنصات والتّوجيه وتؤمّن أساساً خدمات الاستقبال والإنصات والتّوجيه
2. مراكز الإيواء تقدّم خدمات التّعهد عموماً وخاصّة منها خدمة الإيواء سواء تعلّق الأمر بالإيواء الاستعجالي أو الإيواء المؤقت.

ويمكن أن تتخصّص مراكز التّعهد في تقديم خدمات لفئات معيّنة من الضّحايا كالنّساء أو الأطفال أو ذوي الإعاقة أو المهاجرات... أو في التّعهد بضحايا أحد أشكال العنف (العنف المادي، المعنوي، الجنسي الاقتصادي، الزوجي، الأسري...).

الإطار التّسييري:

- تخضع المراكز المحدثّة وجوباً إلى كتراس شروط «تتمّ المصادقة عليه بقرار من الوزير المكلف بشؤون المرأة والطفل»
- يشترط في محدث مركز التّعهد أن يكون ناشطاً «في مجال حقوق المرأة أو الطّفل أو الأسرة أو حقوق الإنسان عموماً»
- يمكن بعث هذه المراكز بمقتضى اتّفاقيّة شراكة تبرم بين الدّولة وإحدى الجمعيات النّاشطة في المجالات السّابق ذكرها
- «تخضع مراكز التّعهد إلى الرّقابة والتّفقّد الإداري والصّحيّ من قبل المصالح المختصّة بالوزارة المكلفة بشؤون المرأة والطفل والمصالح المختصّة بالوزارة المكلفة بالصّحة، كلّ في مجال اختصاصه، طبقاً للتّراتيب الجاري بها العمل»
- تتمّ الرّقابة والتّفقّد الإداري والصّحيّ بصورة مستمرة ودون سابق إعلام.

خدمات مراكز التّعهد:

تقدّم مراكز التّعهد بالنّساء ضحايا العنف جملة من الخدمات المتمثّلة أساساً في الاستقبال والإنصات والتّوجيه والإرشاد حول الحقوق والخدمات المتاحة والتّشجيع على الانتفاع بها ومرافقة الضّحايا والمتابعة الصّحية والنفسية والإيواء والإدماج الاجتماعي والاقتصادي والتّنسيق

• **العنف المعنوي:** كل اعتداء لفظي كالقذف والسُّتم أو الإكراه أو التهديد أو الإهمال أو الحرمان من الحقوق والحريّات والإهانة والتّجاهل والسّخرية والتّحقير وغيرها من الأفعال أو الأقوال التي تنال من الكرامة الإنسانيّة للمرأة أو ترمي إلى إخافتها أو السيطرة عليها.

• **العنف الجنسي:** كل فعل أو قول يهدف مرتكبه إلى إخضاع المرأة لرغباته أو رغبات غيره الجنسيّة باستخدام الإكراه أو التّغريب أو الضّغط وغيرها من وسائل إضعاف وسلب الإرادة وذلك بغضّ النّظر عن علاقة الفاعل بالضّحية.

• **العنف السّياسي:** هو كل فعل أو ممارسة يهدف مرتكبه لحرمان المرأة أو إعاقتها عن ممارسة أيّ نشاط سياسيّ أو حزبيّ أو جمعيّاتيّ أو أيّ حقّ أو حرية من الحقوق والحريّات الأساسيّة ويكون قائماً على أساس التّمييز بين الجنسين.

• **العنف الاقتصادي:** كل فعل أو امتناع عن فعل من شأنه استغلال المرأة أو حرمانها من الموارد الاقتصاديّة مهما كان مصدرها كالحرمان من الأموال أو الأجر أو المداخل، والتحكّم في الأجور أو المداخل، وحضر العمل أو الإجبار عليه.

• **التمييز ضدّ المرأة:** كل تفرقة أو استبعاد أو تقييد يكون من آثارها أو أغراضها التّمييز من الاعتراف للمرأة بحقوق الإنسان والحريات على أساس المساواة التامّة والفعليّة في الميادين المدنيّة والسياسيّة والاقتصاديّة والاجتماعيّة والثّقافيّة، أو إبطال الاعتراف للمرأة بهذه الحقوق أو تمّنعها بها وممارستها بغضّ النّظر عن اللّون أو العرق أو الدّين أو الفكر أو السّنّ أو الجنسيّة أو الطّروف الاقتصاديّة والاجتماعيّة أو الحالة المدنيّة أو الصّحيّة أو اللّغة أو الإعاقة.

ولا تعتبر تمييزاً الإجراءات والتدابير الإيجابية الرّامية إلى التّجّيل بالمساواة بين الجنسين.

• **حالة استضعاف:** هي حالة الهشاشة المرتبطة بصغر أو تقدّم السّنّ أو المرض الخطير أو الحمل أو القصور الدّهني أو البدني التي تضعف قدرة الصّحيّة على التّصدّي للمعتدي.

• **الصّحيّة:** المرأة والأطفال المقيمون معها الذين أصيبوا بضرر بدنيّ أو معنويّ أو عقليّ أو نفسيّ أو اقتصاديّ، أو تمّ حرمانهم من التّمتّع بحريّاتهم وحقوقهم، عن طريق أفعال أو أقوال أو حالات إهمال تشكّل انتهاكاً للقوانين الجاري بها العمل.

مراكز التّعهد بالنّساء ضحايا العنف:

طبقاً للأمر الحكومي عدد 582-2017 لسنة 2020 المتعلّق بمراكز التّعهد بالنّساء ضحايا العنف، وخاصّة الفصل 4 منه، يمكن إحداث وتسيير مراكز التّعهد من قبل الجمعيات المحدثة بصورة

الإحداثيات والشراكات مع مكونات المجتمع المدني دعمت المنظومة الحماية المناصرة لحقوق النساء ضحايا العنف، لتصل إلى 11 مركزاً خلال سنة 2022.

تعمل الوزارة على الترفيع في هذا العدد حتى تغطي جميع ولايات الجمهورية، تأميناً للحماية والرعاية لفائدة النساء والفتيات ضحايا العنف بصفة استعجالية وجوارية.

تقدم مراكز التعهد بالنساء ضحايا العنف خدمات نوعية تستجيب لحاجيات النساء ضحايا العنف خاصة في الوضعيات الاستعجالية التي تتطلب التدخل الفوري لحمايتهن ووضعهن في أماكن آمنة، أو متابعة مسار خروج الضحية من دائرة العنف حتى تكون في مأمن من مختلف المخاطر التي يمكن أن تهدد حياتها.

الإطار القانوني

- تعدد مناهضة العنف المسلط على النساء من الواجبات المحمولة على الدولة التونسية بمقتضى:
- المعاهدات والمواثيق الدولية الداعمة لحقوق الإنسان عامة وحقوق المرأة خاصة.
- القانون الأساسي عدد 58-2017 لسنة 2017 المتعلق بالقضاء على العنف ضد المرأة.
- الأمر الحكومي عدد 582-2017 لسنة 2020 المتعلق بمراكز التعهد بالنساء والأطفال ضحايا العنف.

الإطار المفاهيمي:

نص الفصل 3 من القانون الأساسي عدد 58-2017 لسنة 2017 على تعريف المفاهيم التالية:

- **المرأة:** تشمل سائر الإناث بمختلف أعمارهن.
- **الطفل:** كل شخص ذكر أو أنثى على معنى مجلة حماية الطفل.
- **العنف ضد المرأة:** كل اعتداء مادي أو معنوي أو جنسي أو اقتصادي ضد المرأة أساسه التمييز بسبب الجنس والذي يتسبب في إيذاء أو ألم أو ضرر جسدي أو نفسي أو جنسي أو اقتصادي للمرأة ويشمل أيضاً التهديد بهذا الاعتداء أو الضغط أو الحرمان من الحقوق والحريات، سواء في الحياة العامة أو الخاصة.
- **العنف المادي:** كل فعل ضار أو مسيء يمس بالحرمة أو السلامة الجسدية للمرأة أو بحياتها كالضرب والركل والجرح والدفع والتشويه والحرق وبتز أجزاء من الجسم والاحتجاز والتعذيب والقتل.

الاستراتيجية الوطنية لمقاومة العنف ضد المرأة:

تستند الاستراتيجية الوطنية لمقاومة العنف ضد المرأة على أربعة محاور كبرى:

1. الوقاية من العنف ضد المرأة

2. الحماية والتعهد بالنساء ضحايا العنف

3. الحوكمة والتنسيق

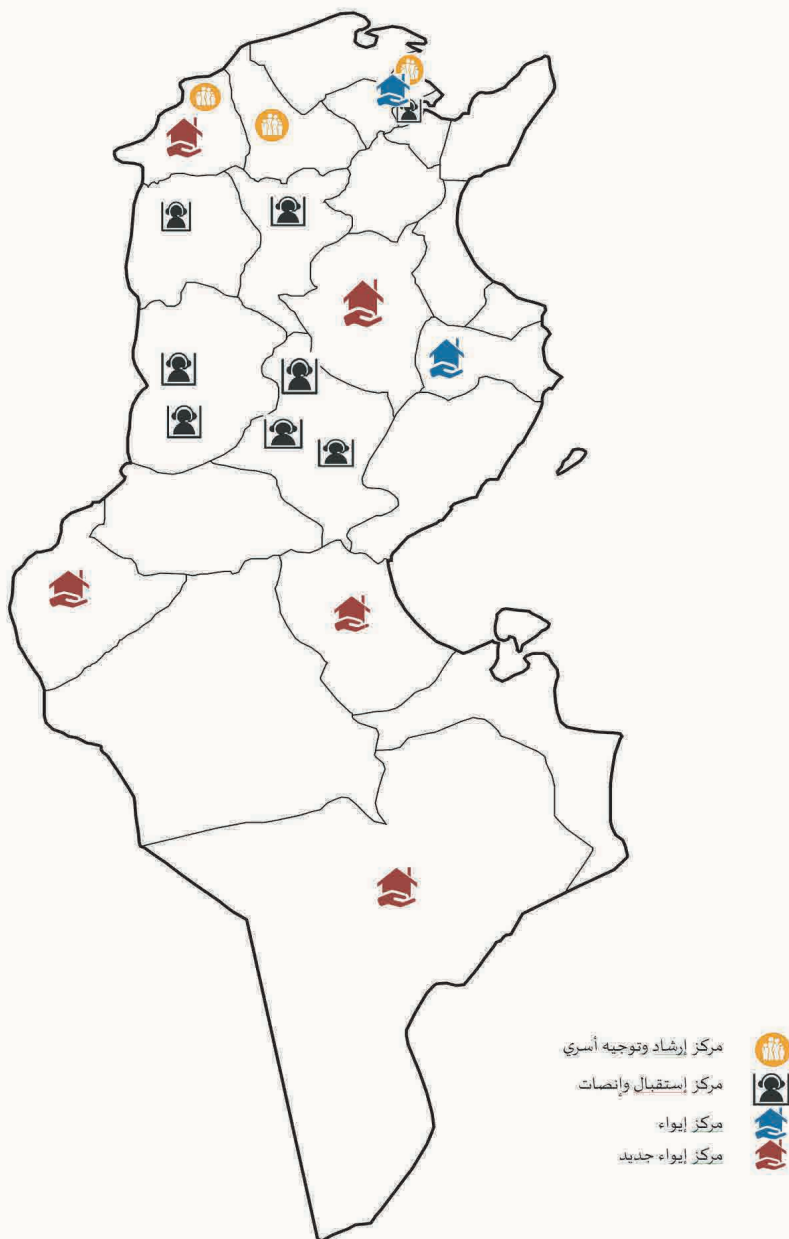
4. السياسات العامة والإصلاح التشريعي وإنفاذ القانون

وتفعيلاً للمحور الثاني المتعلق بالحماية والتعهد بالنساء ضحايا العنف، تعمل الوزارة على:

- إرساء منظومة حماية وتعهد محورها المرأة الضحية تقوم على مقاربة مبنية على الحقوق والحريات وملائمة لمبادئ حقوق الإنسان.
- ضمان التدخل الناجع والبناء من خلال تقديم الخدمات على اختلافها وتنوعها والاستجابة للحاجيات الصحية والنفسية والاجتماعية والقانونية للنساء ضحايا العنف، وضمان جودتها بما يتماشى مع المعايير الدولية.
- تعزيز المساواة بين الجنسين وتمكين النساء اجتماعياً واقتصادياً من خلال بعث خط تمويل لتسهيل حصول النساء ضحايا العنف على قروض ميسرة تساعدن على الانتصاب للحساب الخاص وتضمن استقلاليتهن المادية والمالية.
- تخصيص اعتمادات مالية لإحداث مراكز مختصة للتعهد بالنساء ضحايا العنف وتسييرها وضمان استمرارية تقديم الخدمات.
- تمكين العمل المشترك بين الهياكل الحكومية والنسيج الجمعياتي لضمان حوكمة التدخل ونجاعة الأثر.

تحقيقاً لهذا الهدف الاستراتيجي، اتخذت وزارة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السن جملة من التدابير اللازمة لحماية النساء والفتيات ضحايا العنف من خلال بعث مراكز التعهد بالنساء ضحايا العنف ودعمها وتأمين خدمات متنوعة من الاستقبال والإنصات والتوجيه والإرشاد إلى الإيواء، وذلك قبل صدور القانون الأساسي عدد 58-2017 لسنة 2017، فكانت سنة 2016 انطلاقة مميزة بالمركز الوطني الأول «الأمان» لإيواء النساء ضحايا العنف، تلتها سلسلة من

خارطة مراكز التعهّد بالنساء ضحايا العنف



تاريخ شهر فيفري 2022 باستثناء مركزين اثنين. واستجابة لطلب ما فتى يتزايد لإحداث هذه المراكز في شتى الولايات فإننا أحدثنا لجنة متابعة ورصد اعتمادات كي نتمكن في شهر أوت 2022 من مضاعفة عدد مراكز الإيواء ثلاث مرات. وستتم مراكمة هذا النسق حتى يكون في كل ولاية من ولايات تونس مركز إيواء يتعهد بالنساء ضحايا العنف وأطفالهن ويسدي الخدمات اللازمة من إنصات وإرشاد وتعهّد متعدد الأبعاد.

إنّ العنف المسلّط على النساء والفتيات يعد انتهاكا لحقوق الإنسان تبعاً لما جاء بالمواثيق الدوليّة، باعتباره من أبرز المسائل ذات الصّلة بالصّحة العامّة، إذ يؤثّر على السّلامة الجسديّة والنفسية والجنسيّة للنساء، وله عميق الأثر على نسق حياتهنّ واندماجهنّ في المجتمع. فغالبية دول العالم تعمل اليوم على حماية النساء والفتيات ضحايا العنف من مختلف أشكال التمييز والعنف المسلّط عليهنّ، وعلى معالجة هذه الظّاهرة من خلال وضع الاستراتيجيّات والقوانين والتشريعات المناهضة للعنف من جهة، واتّخاذ عديد الإجراءات الوقائيّة اللازمة وتوفير الخدمات الملأمة التي تستجيب لحاجيات ضحايا العنف من جهة أخرى.

وفي هذا السّياق راهنت البلاد التّونسيّة على رأس مالها البشري، فأمنت المناخ الإنسانيّ والحقوقيّ للحدّ من الظّواهر المهدّدة للتّوازن الاجتماعيّ والتّقليص من اتّساع فجوة التّفاوت والتمييز بين أفراد المجتمع، باتّخاذ التّدابير اللازمة للقضاء على ظاهرة العنف ضدّ المرأة لما يترتّب عنها من تهديدات للسّلامة النفسيّة والجسديّة للنساء والفتيات ومن آثار سلبية على التماسك الأسري والاستقرار الاجتماعيّ.

إنّ بعث مراكز لإيواء النساء ضحايا العنف ينضوي ضمن الاستجابة لحق أي امرأة تونسيّة تتعرّض للعنف، مع التأكيد أنّ مقاربتنا لظاهرة العنف متعدّدة الأبعاد تُؤمن أنّ بعث هذه المراكز هي آلية حماية وقّية وأنّ الوقاية والحماية تعتمدان آليات عدّة لعل أهمها آلية التمكين الاقتصاديّ.

حق النساء ضحايا العنف في الإنصات والإرشاد والتوجيه والإيواء

د. آمال بلحاج موسى

وزيرة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السن

انسجاماً ممّا مع ثوابت الدولة التونسية المؤمّنة بدعم حقوق نساء تونس ومكاسبهنّ، ومراكمّة العمل على حمايتهنّ من مختلف الانتهاكات التي يمكن أن تهددهنّ، وتطبيقاً لمقتضيات القانون الأساسي عدد 58-2017 لسنة 2017 المتعلق بالقضاء على العنف ضد المرأة، الملزم باتخاذ كل التدابير اللازمة للقضاء على كل الممارسات التمييزيّة ضد المرأة في جميع القطاعات، والتي من شأنها أن تضرّ بصحتها وسلامتها وكرامتها، فقد حرصت وزارة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السنّ على مزيد تجسيد هذه الالتزامات المحمّولة علينا، من خلال توفير خدمات الجوار لفائدة النّساء ضحايا العنف وتقريبها، إذ من المهمّ إيلاء عناية خاصة بالجانب الخدماتي نسعى من خلاله إلى تغطية مختلف الجهات بخدمات جواريّة، متنوّعة في اختصاصاتها وذات جودة في أدائها، تتماشى مع المعايير الدولية وتحترم خصوصيّة النّساء.

وإذ نعتبر أن المجتمع المدني بمختلف مكوناته معنّي بالمحافظة على هذه المكتسبات وتنميتها والدفاع عنها، فإننا على يقين أيضاً أن العمل المشترك بين مؤسسات الدولة والجمعيات المتخصصة في خدمة النّساء ضحايا العنف، من المفيد جداً أن يكون قوة دفع ودفاع عن مختلف المكاسب والقيم الكونية، التي تنبذ العنف والتمييز وتؤسّس لمجتمع الأمن والسلم.

إنّ عملنا الدؤوب والمتواصل نحو توفير محيط يحمي النّساء التونسيات من مختلف الانتهاكات، إنّما يتّأسّس سلم أولوياتنا ويتصدر استراتيجية الوزارة في مجال المرأة، وما شراكتنا مع الجمعيات المتخصصة إلا دليل على توحيد الرؤية بيننا، والإرادة العميقة لحماية النّساء والخروج بهنّ من دائرة العنف وتوفير كل الظروف والمقومات التي تمكّنهنّ اجتماعياً واقتصادياً ليكنّ فاعلات. كما سنحرص على التعاون والشراكة مع كل مكونات المجتمع المدني من أجل الإسهام الفعّال في توطيد أركان مجتمع المساواة والسلم والسلام من أجل تونس رائدة ومتقدّمة، حامية للحقوق وداعمة للمكتسبات.

وللتذكير فإنّ مراكز إيواء النّساء ضحايا العنف التي تدعمها الوزارة لم تكن موجودة إلى حدود

تُصدر وزارة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السن هذا الكتيب ليكون أداة عمل لفائدة المتدخلين في مجال التّعهّد بالنساء ضحايا العنف، تربط شبكة المتدخلين من هياكل حكوميّة ومكونات المجتمع المدني مع المراكز المتخصصة في توفير خدمات التّعهّد بالنساء والفتيات ضحايا العنف، وتيسير العمل التّنسيقي والشّبيكي بما يضمن سرعة ونجاعة التّدخل لفائدة الضّحايا.

نسعى من خلال هذا الكتيب إلى المساهمة في توجيه النّساء والفتيات ضحايا العنف نحو المراكز المختصة لتأمين خدمات متنوّعة تستجيب لحاجياتهنّ وتحترم حقوقهنّ واختلافهنّ

الجمهورية التّونسيّة
وزارة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السنّ

مراكز الخدمات والتّعهّد بالنّساء
ضحايا العنف والأطفال المرافقين لهنّ

2022

مراكز الخدمات والتعهد بالنساء ضحايا العنف والأطفال المرافقين لهنّ

أوت 2022